

3 janvier 2003

Page d'accueil

L'espace actions

L'agenda

Droits des femmes

Amnesty-jeunes

Amnesty Vlaanderen



AmnestyInternational

REJOIGNEZ AMNESTY

Amnesty International



A

LIRE

L'espace Infos

SOUTENIR AMNESTY

ACTIONS EN COURS

BONNES NOUVELLES

COMMUNIQUÉS ET
PUBLICATIONS D'AMNESTY
INTERNATIONAL

CONNAÎTRE AMNESTY

CONTACTS ET GROUPES
LOCAUX

DÉBATS ET TÉMOIGNAGES

DROIT D'ASILE

ÉCONOMIE ET DROITS
HUMAINS

FEMMES

FORUM

HOMOSEXUALITÉS ET DROITS
HUMAINSINFORMATIONS AUX
DONATEURS

JOBS

L'ESPACE ENSEIGNANTS

L'ESPACE PAYS

LIBERTAD

LIBERTÉS !

LIENS UTILES

LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ

TEXTES INTERNATIONAUX

VISAGES DU MONDE



RECHERCHE

VOUS ÊTES ICI > INFORMATIONS AUX DONATEURS > BILAN D'ACTIVITÉS 2002

NOTRE SECTION EN ACTION (I)



[IMPRIMER]



[RECHERCHE PAR THEMES]

Article Précédent

Article Suivant

Dernière modification le : 2 décembre 2002

Amnesty international, comme vous le savez déploie son travail selon trois axes essentiels, la recherche, l'information et la sensibilisation, et enfin l'action. Toutes les structures de notre section sont donc organisées au mieux pour mettre chacune en œuvre leur savoir-faire et leurs spécificités, et cela de façon interactive, pour faire en sorte qu'une campagne ou une action aboutisse positivement. Ce sont donc à la fois les personnes responsables de la presse, du lobbying politique, de la sensibilisation de divers public (jeunes, femmes, membres, donateurs ...), des groupes, les bénévoles qui s'occupent d'un pays, ou d'une région ou encore d'une problématique particulière ... qui conjuguent leurs efforts pour atteindre des résultats satisfaisants dans une campagne donnée. Ils sont bien évidemment épaulés par d'autres secteurs qui apportent une aide logistique ou financière pour la bonne marche de l'association. Il arrive même que nous unissions nos efforts avec d'autres organisations comme Greenpeace, Oxfam, La ligue des droits de l'homme etc, lorsque nos objectifs sont partagés. Voici quelques-uns des projets qui ont vu le jour dans notre section, parfois en relation à un programme international, parfois simplement au niveau national.

Le programme jeunesse

En février dernier, le secteur jeunesse organisait une journée des Antennes-écoles (des groupes de jeunes constitués dans les écoles secondaires et relayant les actions d'Amnesty International) en coordination avec les jeunes d'Oxfam. Près de 400 jeunes s'étaient réunis autour d'ateliers de réflexion et d'actions portant notamment sur la Birmanie et les droits des femmes. En mars, des animations ont été menées à l'IPPJ (Institut Public de Protection de la Jeunesse) de Braine-le-Château sur le thème de la peine de mort. Ce fut l'occasion aussi de tourner un film documentaire coproduit par Amnesty International, Indications et le GSARA avec la collaboration du groupe de rap « Starflam », qui réalisa des ateliers de création de chansons avec les jeunes de l'IPPJ. Le film montre que les jeunes sont capables de créativité et de réflexion, au-delà de l'image des « dangereux délinquants » habituellement diffusée dans les médias. Le 15 mai, les jeunes manifestaient contre la torture devant l'Ambassade de Turquie. Enfin, en cette fin d'année, de nouveaux dossiers pédagogiques sont également produits à l'intention du monde enseignant, des enfants et des adolescents : Le conte « La fille du prince », écrit par Vincent Engel sur base d'une histoire inventée par des enfants de 6ème primaire est accompagné d'un CD audio et d'un dossier pédagogique. Le conte est diffusé dans les écoles primaires. « Papiers Libres : Visages du monde », est un dossier qui s'adresse aux adolescents. Il présente la situation des droits humains et des cas de victimes dans plus de 60 pays. Il est diffusé auprès de quelque 1700 enseignants du secondaire. L'opération « Visages du monde » est le dernier projet en cours. Celui-ci vise à impliquer des groupes de jeunes (principalement dans les écoles secondaires) dans la création, sur base des informations données par Amnesty International et sur base de leurs propres recherches, d'un site internet, d'une peinture et d'une animation. Les groupes seront aidés dans leur création par des animateurs spécialisés. Pour la deuxième étape du projet, toutes les toiles seront rassemblées, à partir d'avril 2003, dans un « village du monde », qui sera en fait un jeu de l'oie géant qui pourra être animé par des comédiens. Le but est de faire voyager ce jeu dans différents lieux de la Communauté Wallonie-Bruxelles.

Vous pouvez obtenir davantage d'informations sur les initiatives en faveur des jeunes en prenant contact avec le responsable jeunesse : Roland d'Hoop e-mail : rldhoop@aibf.be ou tél. : 02/538.81.77

- Ils sont bénévoles ! (II)
- Ils sont bénévoles ! (I)
- Actions en lien avec l'actualité (V)
- Actions en lien avec l'actualité (IV)
- Actions en liens avec l'actualité (III)
- Actions en lien avec l'actualité (II)
- Actions en lien avec l'actualité (I)
- Notre section en actions (III)
- Notre section en actions (II)

[[Autres articles sur le sujet](#)]

Répondre à cet article

Popularité

Cet article a une popularité absolue égale à 1, soit 1 % de 17. Au total, ce site fait environ 1146 visites par jour.

NÉPAL : Les atteintes aux droits humains ont atteint une ampleur sans précédent | VÉNÉZUÉLA : Pas de solution à la crise sans respect des droits humains | Côte d'Ivoire : Une mission d'Amnesty International dans le nord du pays | MADAGASCAR : Il est temps de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les atteintes aux droits humains | FÉDÉRATION DE RUSSIE : Grigori Pasko doit être libéré immédiatement. Amnesty International exige l'acquittement et la libération sans délai du journaliste et militant écologiste | PRIX MARTIN ENNALS : Un défenseur des droits humains colombien remporte la 10e édition du prix le plus prestigieux du mouvement de défense des droits fondamentaux | AFRIQUE AUSTRALE : Les femmes et les jeunes filles toujours confrontées à la discrimination et à la violence | INDE : Dix ans après les émeutes de Mumbai, l'impunité est-elle la leçon que le Gujarat doit retenir ? | EGYPTE : Les défenseurs des droits humains doivent être libérés | IRAK : Le dossier du gouvernement britannique sur les atteintes aux droits humains

>

SN

Merci àEDB-Diboo- Site réaliséavec SPIP

3 janvier 2003

Page d'accueil

L'espace actions

L'agenda

Droits des femmes

Amnesty-jeunes

Amnesty Vlaanderen



AmnestyInternational

REJOIGNEZ AMNESTY

Amnesty International



A

LIRE

L'espace Infos

SOUTENIR AMNESTY

ACTIONS EN COURS

BONNES NOUVELLES

COMMUNIQUÉS ET
PUBLICATIONS D'AMNESTY
INTERNATIONAL

CONNAÎTRE AMNESTY

CONTACTS ET GROUPES
LOCAUX

DÉBATS ET TÉMOIGNAGES

DROIT D'ASILE

ÉCONOMIE ET DROITS
HUMAINS

FEMMES

FORUM

HOMOSEXUALITÉS ET DROITS
HUMAINSINFORMATIONS AUX
DONATEURS

JOBS

L'ESPACE ENSEIGNANTS

L'ESPACE PAYS

LIBERTAD

LIBERTÉS !

LIENS UTILES

LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ

TEXTES INTERNATIONAUX

VISAGES DU MONDE



RECHERCHE

VOUS ÊTES ICI > INFORMATIONS AUX DONATEURS > BILAN D'ACTIVITÉS 2002

NOTRE SECTION EN ACTIONS (II)



[IMPRIMER]



[RECHERCHE PAR THEMES]

Article Précédent

Article Suivant

Dernière modification le : 2 décembre 2002

Le réseau des actions urgentes

Près de 3500 bénévoles en font partie et relayent auprès des autorités concernées des appels d'urgence en faveur de personnes en danger imminent (torture, emprisonnement arbitraire ...). De janvier au mois de septembre dernier, le réseau s'est mobilisé en faveur de 370 nouveaux cas et de 128 actions de suivi. Dans cette même période, nous avons reçu 103 « bonnes nouvelles », concernant 224 personnes et malheureusement 33 « mauvaises nouvelles ».

Autre information propre à nous réjouir, depuis quelques mois, nous constatons une augmentation considérable du nombre de réponses apportées par les autorités aux appels envoyés par les membres de notre réseau. Ce fut notamment le cas pour l'Ambassade d'Indonésie à Bruxelles qui suite à nos appels a invité nos membres à rencontrer ses représentants officiels. Une délégation composée de Philippe Hensmans, le directeur de la section et de Denis Grégoire, l'attaché de presse a ainsi été reçue par l'Ambassadeur et a pu lui faire part des inquiétudes d'Amnesty concernant la situation des droits humains dans son pays. Par ailleurs, il est des initiatives dont nous nous réjouissons et que nous aimerions voir s'élargir. Pour la seconde fois, une entreprise belge a convié son personnel à consacrer une journée de travail au profit des actions menées par Amnesty. Délaissant les activités professionnelles habituelles, le personnel de l'entreprise a donc passé la journée à rédiger et envoyer des actions urgentes en faveur des cas d'appels du jour.

Vous désirez devenir membre du réseau « Actions urgentes » ou en savoir davantage, prenez contact avec sa responsable : Nava Mozes, e-mail : nmozes@aibf.be ou Tél. 02/538.81.77

Les actions en faveur du droit des femmes

Outre les activités de sensibilisation, d'organisation de diverses conférences, de participation à des colloques ou des manifestations d'ampleur comme celles du festival « voix de femmes » réunissant 30 femmes ou mères de « disparus » et de nombreux artistes provenant des quatre coins du monde en avril dernier, le programme droits des femmes a apporté un soutien important à plusieurs victimes pour lesquelles fort heureusement les actions ont porté leurs fruits. Vous avez sans doute eu connaissance du cas de ces femmes nigériennes condamnées à la lapidation pour cause d'adultère. Peut-être même avez-vous participé aux actions de manifestations et d'écriture de lettres en leur faveur. Safiya Huseini, ne connaîtra donc pas le sort affreux qui lui était réservé. Espérons qu'il en sera de même pour Amina Lawal kurami pour laquelle des dizaines de personnes se sont réunies devant l'ambassade du Nigeria à Bruxelles au mois de septembre dernier. Nous avons, à cette occasion, reçu l'assurance par l'Ambassadeur du Nigeria qu'aucune femme condamnée à cette peine ne serait exécutée. Celui-ci ne reconnaît pas le délit d'adultère. Vous avez été des milliers à vous mobiliser en Belgique ajoutant votre voix à celles d'1.300.000 personnes dans le monde. Pour ces deux femmes, cette mobilisation a fait toute la différence. Cependant, la recrudescence des châtiments corporels et des lapidations ne laisse pas de nous inquiéter.

Si vous désirez prendre davantage connaissance de notre travail concernant plus

- Ils sont bénévoles ! (II)
- Ils sont bénévoles ! (I)
- Actions en lien avec l'actualité (V)
- Actions en lien avec l'actualité (IV)
- Actions en liens avec l'actualité (III)
- Actions en lien avec l'actualité (II)
- Actions en lien avec l'actualité (I)
- Notre section en actions (III)
- Notre section en action (I)

[Autres articles sur le sujet :]

particulièrement le droit des femmes et participer activement à des actions de soutien, n'hésitez pas à parcourir notre site : <http://www.droitsdesfemmes.be>
Responsable en charge du programme : Françoise Guillitte ; e-mail : fguillitte@aibf.be - Tél. : 02/538.81.77

Répondre à cet article

Popularité

Cet article a une popularité absolue égale à 1, soit 1 % de 17. Au total, ce site fait environ 1146 visites par jour.

NÉPAL : Les atteintes aux droits humains ont atteint une ampleur sans précédent | VÉNÉZUELA : Pas de solution à la crise sans respect des droits humains | Côte d'Ivoire : Une mission d'Amnesty International dans le nord du pays | MADAGASCAR : Il est temps de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les atteintes aux droits humains | FÉDÉRATION DE RUSSIE : Grigori Pasko doit être libéré immédiatement. Amnesty International exige l'acquiescement et la libération sans délai du journaliste et militant écologiste | PRIX MARTIN ENNALS : Un défenseur des droits humains colombien remporte la 10e édition du prix le plus prestigieux du mouvement de défense des droits fondamentaux | AFRIQUE AUSTRALE : Les femmes et les jeunes filles toujours confrontées à la discrimination et à la violence | INDE : Dix ans après les émeutes de Mumbai, l'impunité est-elle la leçon que le Gujarat doit retenir ? | EGYPTÉ : Les défenseurs des droits humains doivent être libérés | IRAK : Le dossier du gouvernement britannique sur les atteintes aux droits humains

$$>$$

SN

3 janvier 2003

Page d'accueil

L'espace actions

L'agenda

Droits des femmes

Amnesty-jeunes

Amnesty Vlaanderen



AmnestyInternational

REJOIGNEZ AMNESTY

Amnesty International



L'espace Infos

SOUTENIR AMNESTY

ACTIONS EN COURS

BONNES NOUVELLES

COMMUNIQUÉS ET
PUBLICATIONS D'AMNESTY
INTERNATIONAL

CONNAÎTRE AMNESTY

CONTACTS ET GROUPES
LOCAUX

DÉBATS ET TÉMOIGNAGES

DROIT D'ASILE

ÉCONOMIE ET DROITS
HUMAINS

FEMMES

FORUM

HOMOSEXUALITÉS ET DROITS
HUMAINSINFORMATIONS AUX
DONATEURS

JOBS

L'ESPACE ENSEIGNANTS

L'ESPACE PAYS

LIBERTAD

LIBERTÉS !

LIENS UTILES

LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ

TEXTES INTERNATIONAUX

VISAGES DU MONDE



RECHERCHE

VOUS ÊTES ICI > INFORMATIONS AUX DONATEURS > BILAN D'ACTIVITÉS 2002

NOTRE SECTION EN ACTIONS (III)



[IMPRIMER]



[RECHERCHE PAR THEMES]

Article Précédent

Dernière modification le : 2 décembre 2002

Le Lobbying

En mars dernier, un colloque international « Lutter contre l'impunité » inspiré par Amnesty international qui en assura toute la gestion, fut organisé par La Coalition pour la Cour Pénale Internationale et le Ministère des Affaires étrangères à Bruxelles. Des juges, des ONG (Organisations non gouvernementales), des politiques, des juristes, des journalistes, eurent ainsi l'occasion de débattre de questions qui font la une de l'actualité en matière juridique. La loi sur la compétence universelle, les entraves juridiques et politiques à l'exercice de la répression, la coopération judiciaire et policière internationale furent autant de thèmes qui donnèrent lieu à des échanges de vue d'autant plus intéressants qu'ils émanaient de personnalités venant d'horizons et de pays différents. Pour plus d'informations, n'hésitez pas à prendre contact avec la responsable : Montserrat Carreras, e-mail : mcarreras@aibf.be ou tél : 02/538.81.77

Recrutement et formations

Plus de 6000 nouveaux membres sont venus rejoindre les rangs d'Amnesty grâce aux efforts d'équipes de jeunes qui abordent la population sur la place publique : campus, marchés, lieux festifs, gares ... etc. Le but de ces équipes est plus particulièrement d'offrir aux personnes qui n'ont pas le temps ou l'énergie de prendre contact directement avec Amnesty international, d'échanger leurs vues, leurs inquiétudes et d'apporter leur soutien aux campagnes et actions entreprises par notre organisation. Notre capacité d'action, ainsi que notre légitimité auprès des gouvernements, s'en trouvent renforcées. Le nombre croissant de nos membres - quelque 28.000 d'ici ce mois décembre - et par incidence, leurs contributions, nous permettent d'établir à la fois à une diversification de nos actions mais aussi l'approfondissement de celles-ci. Désormais, il nous sera possible de mener des campagnes permanentes notamment sur la torture ou sur les discriminations par exemple. Par ailleurs si le nombre croissant de nos membres nous permet de meilleurs moyens d'actions, la qualité de ces actions a suscité la mise en place d'un programme de formations continues. Ainsi cette année divers ateliers ont vu le jour. Ils permettent aux membres de prendre une part plus active aux campagnes en affinant certaines de leurs connaissances (quelle est la mission d'Amnesty, son fonctionnement ...) en développant leurs compétences (comment développer la créativité, animer une réunion...) ou en rencontrant leurs centres d'intérêts particuliers (économie et droits humains...). Certains de ces ateliers s'adressent plus particulièrement aux membres qui ont rejoint un groupe d'Amnesty, d'autres à des membres individuels. Davantage d'informations sur formations auprès d'Olga Belo-Marques e-mail : obelomarquez@aibf.be tél. 02/538.81.77

La campagne bougies

Ils étaient plus d'un millier de bénévoles les week-ends précédents le 10 décembre 2001 - jour anniversaire de la Déclaration des droits de l'Homme - à vous accoster dans les marchés, aux portes des grands magasins, sur les parvis des églises, pour vendre les produits promotionnels et les près de 100.000 bougies traditionnelles d'Amnesty international. Certains groupes d'Amnesty n'ont pas hésité malgré le froid à apporter une touche festive à cet incontournable rendez-vous de fin d'année. Ainsi le groupe de Tournai a organisé une marche aux flambeaux au centre-ville ; la



A LIRE

- Ils sont bénévoles ! (II)
- Ils sont bénévoles ! (I)
- Actions en lien avec l'actualité (V)
- Actions en lien avec l'actualité (IV)
- Actions en liens avec l'actualité (III)
- Actions en lien avec l'actualité (II)
- Actions en lien avec l'actualité (I)
- Notre section en actions (II)
- Notre section en action (I)

<p>[Autres articles sur le sujet :]</p>	<p>commune de la Roche a allumé un gâteau géant de 3000 bougies sur la place communale. ... Ce sont ainsi 376.019 euros (15.168.573 BEF) qui ont été recueillis par les diverses ventes à Bruxelles et Wallonie. Un score que nous espérons battre cette année encore : soyez présent(e) au rendez-vous du 10 décembre et faites bon accueil à nos vendeurs !</p> <p>Innovation pour cette année 2002 : certaines communes disposeront dans les bâtiments de leur administration, des présentoirs afin de permettre à leurs visiteurs d'acheter une bougie ou de participer à "l'opération courage" (envoi de vœux à certains prisonniers d'opinion). Une initiative répétée d'année en année auprès des acheteurs avec le succès que l'on sait : dans la majorité des cas, nous apprenons que les conditions de détention se sont améliorées ou mieux encore que la personne a été libérée. Pour marquer l'événement, les structures communales laisseront leurs lumières allumées comme autant de messages d'espoir brillant dans la nuit. Vous désirez participer activement à la campagne de ventes des bougies, n'hésitez pas à prendre contact avec sa responsable : Dabrowka Franquelin e-mail : dfranquelin@aibf.be ou Tél. 02/538.81.77</p> <p style="text-align: right;">Répondre à cet article</p> <p style="text-align: center;">.....</p>	
<p>Popularité</p> <p>Cet article a une popularité absolue égale à 1, soit 1 % de 17. Au total, ce site fait environ 1146 visites par jour.</p> <p>NÉPAL : Les atteintes aux droits humains ont atteint une ampleur sans précédent VÉNÉZUÉLA : Pas de solution à la crise sans respect des droits humains Côte d'Ivoire : Une mission d'Amnesty International dans le nord du pays MADAGASCAR : Il est temps de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les atteintes aux droits humains FÉDÉRATION DE RUSSIE : Grigori Pasko doit être libéré immédiatement. Amnesty International exige l'acquittement et la libération sans délai du journaliste et militant écologiste PRIX MARTIN ENNALS : Un défenseur des droits humains colombien remporte la 10e édition du prix le plus prestigieux du mouvement de défense des droits fondamentaux AFRIQUE AUSTRALE : Les femmes et les jeunes filles toujours confrontées à la discrimination et à la violence INDE : Dix ans après les émeutes de Mumbai, l'impunité est-elle la leçon que le Gujarat doit retenir ? EGYPTTE : Les défenseurs des droits humains doivent être libérés IRAK : Le dossier du gouvernement britannique sur les atteintes aux droits humains</p> <p style="text-align: right;">></p>		
<p>SN</p>		

Merci àEDB-Diboo- Site réaliséavec SPIP

3 janvier 2003

Page d'accueil

L'espace actions

L'agenda

Droits des femmes

Amnesty-jeunes

Amnesty Vlaanderen



AmnestyInternational

REJOIGNEZ AMNESTY

Amnesty International

**L'espace Infos**

SOUTENIR AMNESTY

ACTIONS EN COURS

BONNES NOUVELLES

COMMUNIQUÉS ET
PUBLICATIONS D'AMNESTY
INTERNATIONAL

CONNAÎTRE AMNESTY

CONTACTS ET GROUPES
LOCAUX

DÉBATS ET TÉMOIGNAGES

DROIT D'ASILE

ÉCONOMIE ET DROITS
HUMAINS

FEMMES

FORUM

HOMOSEXUALITÉS ET DROITS
HUMAINSINFORMATIONS AUX
DONATEURS

JOBS

L'ESPACE ENSEIGNANTS

L'ESPACE PAYS

LIBERTAD

LIBERTÉS !

LIENS UTILES

LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ

TEXTES INTERNATIONAUX

VISAGES DU MONDE



RECHERCHE

VOUS ÊTES ICI > INFORMATIONS AUX DONATEURS > BILAN D'ACTIVITÉS 2002

ACTIONS EN LIEN AVEC L'ACTUALITÉ (I)

[IMPRIMER]



[RECHERCHE PAR THEMES]

Article Suivant

Dernière modification le : 2 décembre 2002

Le monde après le 11 septembre 2001

Dès l'annonce des tragiques événements du 11 septembre, Amnesty a manifesté sa solidarité à l'égard des victimes. En même temps, nous nous sommes mobilisés pour que la justice l'emporte sur le désir de revanche. À nos yeux, des débats sereins sur les causes et les conséquences de ces drames doivent s'engager pour éradiquer à long terme ce type d'actes désespérés. Nous avons dès lors interpellé nos représentants politiques et participé à de nombreux débats.

En premier lieu, devant les réactions parfois virulentes des lycéens face aux événements, nous avons voulu apporter une réponse aux questions qu'ils se posaient. Nous avons écouté les jeunes, filmé leurs interrogations et opinions, et demandé à des spécialistes de leurs répondre. C'est ainsi qu'est née la cassette vidéo « Le monde après le 11 septembre », qui est accompagnée d'un dossier pédagogique. Nous l'avons diffusée largement grâce à une valise pédagogique « La haine, je dis non ! ». Son but, toujours d'actualité, est de favoriser un esprit critique et une réflexion sur les attentats du 11 septembre, tout en sensibilisant les jeunes aux risques d'amalgames et de voir apparaître de nouvelles discriminations.

Une manifestation, place de l'Albertine à Bruxelles le 25 novembre, nous a rassemblés pour dire combien les droits humains doivent rester une priorité dans la reconstruction de l'Afghanistan. Le sort des femmes afghanes y fut évoqué en présence de nombreuses associations féminines et de Mme Anna Diamantopoulou, membre de la Commission européenne. Cette exigence nous semble d'autant plus importante qu'elle constitue la suite logique du soutien que nous apportons depuis des années aux femmes afghanes.

Le 10 décembre suivant, nous avons invité M. Kofi Annan, le Secrétaire Général des Nations unies qui s'apprêtait à recevoir le Prix Nobel de la Paix, à prendre l'engagement de placer les droits humains au cœur de son agenda dans la recherche d'une solution à la crise provoquée par les attentats. Une pétition géante réunissant des milliers de signatures en provenance du monde entier lui fut remise.

Tout au long de ces terribles mois, nous avons également fait pression sur de nombreuses autorités internationales et nationales. C'est ainsi que nous avons rencontré la Commission européenne, afin que les objectifs de lutte contre le « terrorisme » et les clauses contenues dans le « mandat d'arrêt européen » respectent les droits fondamentaux. La coopération judiciaire renforcée entre l'Europe et les Etats-Unis fut au nombre des sujets abordés, et elle l'est encore aujourd'hui, d'ailleurs. En effet, les Etats-Unis refusent toujours de s'engager dans la réduction du nombre d'armes légères, de signer la Convention des droits de l'enfant, de rejoindre la communauté internationale dans l'intensification de la lutte contre la torture et l'impunité (Cfr CPI), et continuent à faire usage de la peine de mort...

Afin de mieux comprendre la réalité vécue par des millions de musulmans, nous avons aussi organisé un colloque sur « l'Islam et les droits humains » en mars de cette année.

**A
LIRE**

- Ils sont bénévoles ! (II)
- Ils sont bénévoles ! (I)
- Actions en lien avec l'actualité (V)
- Actions en lien avec l'actualité (IV)
- Actions en liens avec l'actualité (III)
- Actions en lien avec l'actualité (II)
- Notre section en actions (III)
- Notre section en actions (II)
- Notre section en action (I)

<div data-bbox="16 54 391 132"> [Autres articles sur le sujet] </div> <div data-bbox="16 132 391 2007"></div>	<p>La guerre menée par les Etats-Unis et ses alliés sur le territoire afghan a entraîné des violations caractérisées du droit humanitaire dont a eu à souffrir une population civile pourtant déjà durement marquée par des années de cauchemar sous le régime des taliban. Nous avons rappelé à nos représentants politiques que les droits fondamentaux des Afghanes et des Afghans devaient être prioritaires. Nous considérons qu'il n'y aura pas de reconstruction durable du pays si le respect des droits humains n'est pas au cœur du processus. Nous avons rappelé que les Conventions de Genève doivent être respectées dans toutes les circonstances, et qu'elles s'appliquent aussi aux terroristes présumés d'Al Qaida.</p> <p>Les incidences de l'après-crise en Afghanistan se faisant durement ressentir, une mission d'un an comprenant plusieurs chercheurs d'Amnesty est également restée sur place. Son objectif est d'évaluer l'impact de la crise et l'évolution de la situation sur place.</p> <p>Bien évidemment, les terribles événements du 11 septembre 2001 ont radicalement changé le monde. À la suite de ce crime contre l'humanité, un certain nombre de gouvernements se sont néanmoins engouffrés dans la lutte « antiterroriste » et en ont profité pour intensifier la répression, remettre en cause les garanties en matière de droits humains et étouffer toute dissidence politique, menaçant par la même l'universalité des droits humains.</p> <p>Amnesty International a rassemblé des informations sur les nouvelles dispositions législatives introduites par de nombreux Etats dans le monde entier. Elles vont du maintien en détention sans procès pour une durée illimitée, à la création de juridictions d'exception dont les décisions sont fondées sur des dossiers à charge tenus secrets, en passant par des discriminations culturelles et religieuses. Les droits des réfugiés et des demandeurs d'asile ont été restreints pour des motifs de sécurité. De nombreux gouvernements ont profité de l'occasion pour réprimer les opposants politiques en les traitant de « terroristes » et pour créer un système de justice pénale parallèle ; en outre ils ont été plus réticents à critiquer la politique intérieure d'autres pays. Dans l'élan sécuritaire qui a suivi les événements du 11 septembre, de nombreux gouvernements ont, sous le prétexte du renforcement de la sécurité, pris des mesures qui ont entraîné des violations des droits humains ainsi que des restrictions à la liberté d'expression, à la liberté d'association, sans parler des procès inéquitables.</p> <p>À titre d' exemple, quelques-uns parmi les centaines de faits relevés :</p> <p>Royaume-Uni : En vertu de la Loi de 2001 relative à la sécurité et à la lutte contre la criminalité et le terrorisme, le ministre de l'Intérieur peut ordonner la détention administrative pour une période illimitée, sans inculpation ni jugement et sans examen judiciaire, de tout ressortissant étranger considéré, sur la base d'éléments de preuve secrets, comme un « terroriste international présumé et [comme représentant] un danger pour la sécurité nationale ».</p> <p>Afrique du Sud : adoption d'une législation antiterroriste très stricte.</p> <p>États-Unis : commissions militaires, détentions sans jugement, détentions arbitraires</p> <p>Chine : les autorités ont arrêté, au cours des six derniers mois, plusieurs milliers de membres de l'ethnie ouïghoure et imposé de nouvelles restrictions à la liberté de religion et aux droits culturels. Des personnes ont été condamnées à de lourdes peines d'emprisonnement et d'autres ont été exécutées. L'observation du jeûne pendant le mois de ramadan a été interdite dans les écoles, les hôpitaux et les administrations.</p> <p>Égypte, Israël et Territoires occupés : des milliers d'opposants présumés ont été arrêtés. Le recours à la torture est systématique dans la lutte contre les « terroristes ».</p> <p>Fort de ces constats, le mouvement a fait pression pour que les discussions à</p>
---	--

l'Assemblée générale des Nations unies, qui se déroulaient en cette fin d'année, prennent en compte le respect strict des principes fondamentaux des droits humains.

Plus que jamais, nous devons rester vigilants sur les dérives que peut engendrer cette lutte contre le terrorisme et les atteintes graves au respect des droits fondamentaux qu'elle pourrait entraîner. Au moment où nous écrivons ces lignes, le danger d'une guerre en Irak se rapproche de plus en plus. Nous venons d'appeler le Conseil de sécurité à rechercher une solution qui passe par des moyens pacifiques.

Car, une fois de plus, ce sont des civils qui seraient les véritables victimes de cette guerre.

Répondre à cet article

.....

Popularité

Cet article a une popularité absolue égale à 1, soit 5 % de 17. Au total, ce site fait environ 1146 visites par jour.

NÉPAL : Les atteintes aux droits humains ont atteint une ampleur sans précédent | VÉNÉZUÉLA : Pas de solution à la crise sans respect des droits humains | Côte d'Ivoire : Une mission d'Amnesty International dans le nord du pays | MADAGASCAR : Il est temps de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les atteintes aux droits humains | FÉDÉRATION DE RUSSIE : Grigori Pasko doit être libéré immédiatement. Amnesty International exige l'acquittement et la libération sans délai du journaliste et militant écologiste | PRIX MARTIN ENNALS : Un défenseur des droits humains colombien remporte la 10e édition du prix le plus prestigieux du mouvement de défense des droits fondamentaux | AFRIQUE AUSTRALE : Les femmes et les jeunes filles toujours confrontées à la discrimination et à la violence | INDE : Dix ans après les émeutes de Mumbai, l'impunité est-elle la leçon que le Gujarat doit retenir ? | EGYPTTE : Les défenseurs des droits humains doivent être libérés | IRAK : Le dossier du gouvernement britannique sur les atteintes aux droits humains

>

SN

Merci àEDB-Diboo- Site réaliséavec SPIP

3 janvier 2003

Page d'accueil

L'espace actions

L'agenda

Droits des femmes

Amnesty-jeunes

Amnesty Vlaanderen



AmnestyInternational

REJOIGNEZ AMNESTY

Amnesty International



A LIRE

- Ils sont bénévoles ! (II)
- Ils sont bénévoles ! (I)
- Actions en lien avec l'actualité (V)
- Actions en lien avec l'actualité (IV)
- Actions en liens avec l'actualité (III)
- Actions en lien avec l'actualité (I)
- Notre section en actions (III)
- Notre section en actions (II)
- Notre section en action (I)

L'espace Infos

SOUTENIR AMNESTY

ACTIONS EN COURS

BONNES NOUVELLES

COMMUNIQUÉS ET
PUBLICATIONS D'AMNESTY
INTERNATIONAL

CONNAÎTRE AMNESTY

CONTACTS ET GROUPES
LOCAUX

DÉBATS ET TÉMOIGNAGES

DROIT D'ASILE

ÉCONOMIE ET DROITS
HUMAINS

FEMMES

FORUM

HOMOSEXUALITÉS ET DROITS
HUMAINSINFORMATIONS AUX
DONATEURS

JOBS

L'ESPACE ENSEIGNANTS

L'ESPACE PAYS

LIBERTAD

LIBERTÉS !

LIENS UTILES

LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ

TEXTES INTERNATIONAUX

VISAGES DU MONDE



RECHERCHE

VOUS ÊTES ICI > INFORMATIONS AUX DONATEURS > BILAN D'ACTIVITÉS 2002

ACTIONS EN LIEN AVEC L'ACTUALITÉ (II)



[IMPRIMER]



[RECHERCHE PAR THEMES]

Article Précédent

Article Suivant

Dernière modification le : 2 décembre 2002

Colombie Toute une population en otage

Qui n'a pas entendu parler de l'enlèvement d'Ingrid Betancourt, ex-candidate aux élections présidentielles en Colombie, par les Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (FARC, Forces armées révolutionnaires de Colombie) ? Ce que l'on sait moins, c'est que la population colombienne tout entière fait les frais du conflit qui déchire le pays. Plus de 60.000 personnes ont trouvé la mort depuis 1985, suite aux exactions commises par la guérilla, l'armée et les groupes paramilitaires.

La situation :

Des milliers de civils vivent dans la crainte d'être enlevés, massacrés ou victimes de "disparitions" forcées. Des milliers de Colombiens sont contraints d'abandonner leur maison, leur terre, leur gagne-pain car les factions armées en guerre refusent d'accepter leur droit à demeurer en dehors du conflit, leur droit à être protégés de la violence et des exactions. 80 % des victimes sont des civils, ayant trouvé la mort sans avoir participé directement aux affrontements en cours. Les membres des organisations de défense des droits humains, les syndicalistes, les représentants des communautés indigènes et afro-colombiennes sont devenus les cibles privilégiées d'une campagne systématique de secteurs des forces de sécurité colombiennes et de leurs alliés paramilitaires visant à les réduire au silence : les assassinats, les disparitions, les menaces et les mesures d'intimidation sont leur lot quotidien.

La population colombienne, prise dans le feu croisé des forces de sécurité et de leurs alliés paramilitaires d'un côté, et des groupes d'opposition armée de l'autre, ne bénéficie d'aucune protection humanitaire, dont elle a pourtant un cruel besoin. Chaque mois, des milliers de personnes continuent d'être "déplacées", contraintes de fuir les zones de conflit toujours plus étendues, cependant que des milliers d'autres sont assassinées. De larges portions du territoire colombien sont coupées du monde extérieur. Certaines sont bouclées par des groupes paramilitaires agissant de connivence avec l'armée ou par les groupes armés d'opposition ; d'autres sont fermées aux personnes extérieures en vertu de la nouvelle loi sur la sécurité, qui a pourtant été récemment déclarée anticonstitutionnelle et illégale par la Cour constitutionnelle colombienne.

L'impunité prévaut : la très grande majorité des responsables de violations des droits humains en Colombie n'a jamais du rendre des comptes à la justice.

Nos actions :

En mai 2002, une délégation d'Amnesty s'est rendue sur place afin de rencontrer tous les candidats à l'élection présidentielle qui devait avoir lieu quelques semaines plus tard. Le 6 mai, Irène Kahn, notre secrétaire générale qui emmenait cette délégation a participé à une table ronde réunissant les principaux candidats à la présidence de la République. Ce fut l'occasion de leur exprimer nos préoccupations au vu de la détérioration croissante du conflit et de leur poser des questions très claires quant à leur engagement en matière de respect des droits humains. Au nombre des sujets évoqués figuraient la fin de l'impunité, la mise au ban des groupes paramilitaires et

[Autres articles sur le sujet]

la protection des défenseurs des droits humains. Les discussions malheureusement ne débouchèrent sur aucun engagement ferme des candidats à prendre en compte nos recommandations et celles d'organismes internationaux comme les Nations unies.

Au lendemain de l'élection du Président Alvaro Uribe, Amnesty a mis à profit le voyage de celui-ci en Europe pour le rencontrer et manifester un certain nombre de préoccupations. Parmi celles-ci, la proposition du Président de créer un réseau d'un million d'informateurs pour aider les forces armées à lutter contre les organisations rebelles armées. Cette idée rendrait suspect - aux yeux de la guérilla en tout cas - tout civil et lui ferait perdre la protection que lui accorde normalement le droit humanitaire international. Autre point de discussion : la suppression possible de la Cour constitutionnelle (qui a contribué à la défense des principes relatifs aux droits humains inscrits dans la Constitution), le bureau du Fiscal général de la Nación (qui chapeaute le système judiciaire) et le bureau du Defensor del Pueblo (médiateur chargé de veiller à la promotion et au respect des droits humains) ...

Le public a été très souvent invité à réagir. En effet, partout dans le monde des Actions urgentes furent lancées par nos membres pour venir en aide aux défenseurs des droits humains et à des individus ou groupes de civils menacés. Dans notre section, plus d'une centaine d'actions de ce type furent relayées par nos membres. Certaines actions urgentes furent diffusées plus largement grâce au journal « Le Soir ». En effet, tout au long de l'été, nous avons pu mobiliser ses lecteurs et leur demander d'écrire aux autorités colombiennes. Aujourd'hui nos réseaux continuent à se mobiliser. Rendez-vous sur notre site pour d'autres actions toujours en cours : <http://www.amnesty.be>

Une Action urgente, à titre d'exemple

La technique consiste à mobiliser un réseau de bénévoles qui réagit le plus rapidement possible en se manifestant par courrier. Il s'agit d'alerter les autorités et de les mettre en garde contre les mauvais traitements qui pourraient être faits aux victimes. Les bénévoles sont informés des faits et des recommandations à faire parvenir à des autorités dont les adresses leur sont transmises.

« Amnesty International est vivement préoccupée par la sécurité de Nidia Correa Velásquez et des membres de la communauté déplacée de Tulúa (département du Valle del Cauca). Nidia Correa Velásquez aurait été enlevée le 16 mai par cinq individus dont on ignore l'identité mais que l'on soupçonne d'appartenir à un groupe paramilitaire soutenu par l'armée opérant dans la région. Deux jours après l'enlèvement de Nidia Correa Velásquez, Andrés Robledo, président de l'association paysanne « Los Yarumos » aurait été abattu par des paramilitaires soutenus par l'armée. Selon certaines informations, les membres de cette association sont harcelés par les paramilitaires depuis juillet 1999. Alors qu'elle quittait pour se rendre à son travail, le 16 mai à 6h20, l'usine désaffectée hébergeant des membres de la communauté de personnes déplacées à laquelle elle appartient, Nidia Correa Velásquez a été arrêtée par quatre hommes et une femme se déplaçant dans un taxi et sur une motocyclette. Elle a été précipitée dans le taxi et on ne l'a pas revue depuis lors. La communauté de personnes déplacées qui vit dans la municipalité de Tulúa a été menacée et harcelée par les groupes paramilitaires opérant dans la région. Selon certaines informations, les membres de cette communauté ont été sommés de quitter l'usine désaffectée de Tulúa dans laquelle ils ont trouvé refuge. Ils ont informé les autorités de l'ultimatum qui leur a été donné et ont demandé à être protégés conformément aux recommandations de la Commission interaméricaine des droits de l'homme concernant la protection de la population civile. »

Vous désirez vous aussi faire partie des 3000 bénévoles belges du réseau des Actions urgentes : prenez contact avec Mme Nava Mozes au 02/538.81.77 ou nmozes@aibf.be

Répondre à cet article



Popularité

Cet article a une popularité absolue égale à 1, soit 1 % de 17. Au total, ce site fait environ 1146 visites par jour.

NÉPAL : Les atteintes aux droits humains ont atteint une ampleur sans précédent | VÉNÉZUÉLA : Pas de solution à la crise sans respect des droits humains | Côte d'Ivoire : Une mission d'Amnesty International dans le nord du pays | MADAGASCAR : Il est temps de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les atteintes aux droits humains | FÉDÉRATION DE RUSSIE : Grigori Pasko doit être libéré immédiatement. Amnesty International exige l'acquittement et la libération sans délai du journaliste et militant écologiste | PRIX MARTIN ENNALS : Un défenseur des droits humains colombien remporte la 10e édition du prix le plus prestigieux du mouvement de défense des droits fondamentaux | AFRIQUE AUSTRALE : Les femmes et les jeunes filles toujours confrontées à la discrimination et à la violence | INDE : Dix ans après les émeutes de Mumbai, l'impunité est-elle la leçon que le Gujarat doit retenir ? | EGYPTTE : Les défenseurs des droits humains doivent être libérés | IRAK : Le dossier du gouvernement britannique sur les atteintes aux droits humains

>

SN

3 janvier 2003

Page d'accueil

L'espace actions

L'agenda

Droits des femmes

Amnesty-jeunes

Amnesty Vlaanderen



AmnestyInternational

REJOIGNEZ AMNESTY

Amnesty International



A LIRE

- Ils sont bénévoles ! (II)
- Ils sont bénévoles ! (I)
- Actions en lien avec l'actualité (V)
- Actions en liens avec l'actualité (III)
- Actions en lien avec l'actualité (II)
- Actions en lien avec l'actualité (I)
- Notre section en actions (III)
- Notre section en actions (II)
- Notre section en action (I)

L'espace Infos

SOUTENIR AMNESTY

ACTIONS EN COURS

BONNES NOUVELLES

COMMUNIQUÉS ET PUBLICATIONS D'AMNESTY INTERNATIONAL

CONNAÎTRE AMNESTY

CONTACTS ET GROUPES LOCAUX

DÉBATS ET TÉMOIGNAGES

DROIT D'ASILE

ÉCONOMIE ET DROITS HUMAINS

FEMMES

FORUM

HOMOSEXUALITÉS ET DROITS HUMAINS

INFORMATIONS AUX DONATEURS

JOBS

L'ESPACE ENSEIGNANTS

L'ESPACE PAYS

LIBERTAD

LIBERTÉS !

LIENS UTILES

LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ

TEXTES INTERNATIONAUX

VISAGES DU MONDE



RECHERCHE

VOUS ÊTES ICI > INFORMATIONS AUX DONATEURS > BILAN D'ACTIVITÉS 2002

ACTIONS EN LIEN AVEC L'ACTUALITÉ (IV)



[IMPRIMER]



[RECHERCHE PAR THEMES]

Article Précédent

Article Suivant

Dernière modification le : 9 décembre 2002

Une campagne mondiale : Russie : Justice pour tous !

La Fédération de Russie est un pays en transition. Depuis 1981, des changements radicaux ont affecté les 144 millions d'habitants dans tous les aspects de leur vie. Au niveau des droits humains aussi, des changements ont eu lieu : les goulags et les prisons camouflées en hôpitaux psychiatriques ont disparu, tandis que les autorités ont instauré un moratoire sur la peine de mort. Cependant, les violations des droits humains sont encore fort nombreuses. C'est pourquoi, Amnesty International a opté pour une mobilisation mondiale du mouvement autour de cette question en cette fin 2002 et tout au long de l'année 2003.

Au nombre des exactions quotidiennes, il faut rappeler que la torture et les mauvais traitements sont monnaie courante dans les commissariats de police. Les conditions de détention dans les prisons surpeuplées et frappées par les épidémies - surtout la tuberculose - sont abominables. Quatorze mille femmes meurent chaque année des suites de violences familiales et sexuelles. Presque chaque jour, des étrangers, des réfugiés et des Caucasiens (les « Noirs » comme on les surnomme péjorativement) sont victimes de passage à tabac par des bandes de skinheads. En moyenne, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, dix attaques à caractère raciste sont à déplorer chaque mois. Et dans le conflit tchéchène (cf votre « Amnesty en Action des mois d'avril-mai-juin derniers), les forces russes se sont rendues coupables d'arrestations, de torture, de viols, de « disparitions » et d'exécutions extrajudiciaires.

En Fédération de Russie, l'obligation de rendre des comptes par les auteurs de ces atteintes aux droits humains reste lettre morte. L'Etat doit rarement répondre des violations commises et il n'existe aucune voie de recours efficace pour les victimes. Celles-ci savent bien qu'elles ne doivent pas compter sur les institutions étatiques et judiciaires pour obtenir justice. Les bourreaux savent qu'ils bénéficient d'une impunité quasi-totale. Ils ont donc tout le loisir d'agir à leur guise.

Mettre fin à cette impunité est donc pour Amnesty une incontournable priorité. Cette campagne aura donc pour objectifs de promouvoir le respect des droits humains tout en mettant en lumière les dysfonctionnements tragiques du système judiciaire russe, l'absence de justice pour les victimes et le fait que les mécanismes d'application des lois soit enrayés.

Bien évidemment, nous allons informer et sensibiliser le grand public. Vous aurez l'occasion au cours des prochains mois de participer concrètement aux actions que nous allons développer. Nous voulons aussi apporter un soutien aux défenseurs des droits humains en Russie. Nous agissons pour mettre un terme au climat d'impunité qui perdure au sein des structures russes et nous demanderons qu'une réparation soit accordée aux victimes qui ont subi des violations de leurs droits. Nous allons mettre en lumière les conditions d'emprisonnement, les violences domestiques subies par les femmes, ainsi que l'absence de respect des droits de l'enfant et des minorités ethniques.

La torture massive au sein de l'armée ! Les défections au sein des rangs de l'armée est telle, que des rafles de jeunes dans les métros, ou dans les écoles sont devenues

[Autres articles sur le sujet]

nécessaires pour enrôler des conscrits .

Selon l'Association des mères de Soldats, l'armée russe recense 40.000 désertions par an. Deux mille à quatre mille appelés meurent chaque année lors de leur service, assassinés ou acculés au suicide. En effet, la torture est systématique dans l'armée russe : la « diedovtchina » un bizutage terriblement brutal, y est institutionnalisée. Les jeunes appelés sont régulièrement tabassés, brûlés, violés, plongés dans des fosses remplies d'eau pendant plusieurs jours. Ils sont en outre rackettés par leurs supérieurs et parfois vendus comme esclaves. La faim, la soif et le refus d'accès aux soins de santé constituent le quotidien de milliers d'appelés. Ceux qui tentent de fuir sont accusés d'espionnage ou de trahison. Ils sont arrêtés, détenus et jugés sans le soutien d'un avocat par des cours militaires qui ne dépendent en rien du pouvoir civil et ne peuvent être contrôlées. Dans la plupart des cas, ils sont renvoyés directement vers leur garnison où ils subissent alors les vengeances de leurs supérieurs, ou dans des « bataillons disciplinaires » pour les récalcitrants. La torture est bien citée dans la Constitution de 1993, mais n'est pas définie dans le droit russe. Aucun article pénal ne prévoit ainsi de responsabilité pénale pour l'usage de la torture, qui n'est toujours pas considérée comme un crime !

Israël -Territoires occupés

Le cycle attentats-répression semble se poursuivre inexorablement, dans une zone où la situation des droits humains ne cesse, au jour le jour, de se détériorer. Chaque jour apporte son lot de victimes et de récits dramatiques. Amnesty n'a pas ménagé sa peine tout au long de ces derniers mois, en manifestant sa solidarité aux victimes, en appelant les autorités internationales à promouvoir des missions d'enquête d'observateurs internationaux, et en tentant de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'approvisionnement en armes de la région.

En novembre 2001, Amnesty a édité un rapport « Vies brisées, un an d'Intifada », qui faisait le point sur la situation dramatique dans la région : homicides, arrestations, tortures, jugements arbitraires, punitions collectives,... Tout au long des mois qui ont suivi, nos membres se sont mobilisés pour dénoncer les démolitions d'habitations, de vergers, les tirs indiscriminés, les occupations, les bouclages et les couvre-feux infligés par l'armée israélienne. En même temps, nous avons demandé à l'Autorité palestinienne et aux groupes armés de mettre fin à l'endoctrinement et la fanatisation de jeunes kamikazes, aux attentats aveugles visant les civils et aux prises d'otages. Les actions urgentes, des communiqués de presse, des rapports, des pétitions, des lettres ouvertes ... n'ont cessé de se succéder. Les Nations unies, les Autorités israéliennes, les Forces armées, le Ministère de la Justice et des Affaires étrangères, l'Autorité palestinienne, toutes ces parties ont été approchées directement par nos délégations, et par les multiples actions réalisées par nos membres. Nous avons apporté notre soutien aux organisations de solidarité locales tant palestiniennes qu'israéliennes ; nous avons rencontré leurs responsables de passage en Belgique ainsi que certaines mères d'enfants « disparus » ou tués récemment. Au lendemain du retrait des forces israéliennes de Jenine, Irène Khan, Secrétaire générale d'Amnesty International, s'est rendue en mission, dans les camps palestiniens et en Israël. Elle en a rapporté des témoignages bouleversants confiés par des femmes et des hommes qui, ont vécu parfois l'enfer. En voici quelques extraits :

« Au camp de réfugiés de Jénine, une vieille femme est assise à côté d'un tas de pierres qui était sa maison avant l'incursion des forces israéliennes. Elle me montre la carte d'identité de son fils handicapé, Jamal, qui ne pouvait quitter son fauteuil roulant. Elle m'explique que lorsque les Forces de défense d'Israël (FDI) ont commencé à démolir sa maison, la famille a tenté de transporter Jamal à l'extérieur, mais les murs se sont désagregés et ils sont sortis en courant. Jamal a été enterré vivant sous les décombres.

Non loin de là, un homme âgé me raconte que des soldats israéliens ont demandé à son fils de remettre à sa femme le bébé de quatre mois qu'il tenait dans ses bras. Il me dit qu'ensuite, ils ont emmené son fils, le fils de son voisin et lui-même dans un passage étroit derrière la maison et les ont arrosés de balles. Le vieil homme a survécu, sauvé par le corps de son fils tombé sur lui. Il a feint d'être mort jusqu'à ce que les soldats s'éloignent et qu'il puisse s'échapper en rampant.

Dans la cour de l'hôpital de Jénine gisent deux ambulances endommagées par des tanks. Le directeur du service médical m'indique que pendant dix jours, des chars et des tireurs embusqués israéliens ont bloqué l'entrée de l'hôpital. Il n'a pas été autorisé à aller chercher les morts et les blessés, et personne n'a pu venir à l'hôpital. Le 14 avril, quand l'armée lui a finalement permis de se rendre en ambulance au camp de réfugiés, il a fallu onze heures de négociations pour pouvoir évacuer une personne grièvement blessée.

Plus tard, je découvre en première page du quotidien Haaretz la photo d'un ours en peluche couvert de sang. Il appartenait à une petite fille israélienne de cinq ans qui a été tuée la nuit précédente, lorsque des hommes armés palestiniens ont attaqué une colonie israélienne près d'Hébron.

Le lendemain, je rencontre un Israélien qui parle fièrement de son père, un homme qui avait consacré sa vie à la cause de l'amitié israélo-palestinienne, et qui a été tué dans un attentat-suicide perpétré dans un café de Haïfa, le 31 mars 2002. Au centre de réadaptation de Sheba Tel Hashomer, une jeune femme de vingt-cinq ans me raconte qu'au cours de son premier jour de travail à l'hôtel Park, le 27 mars 2002, un Palestinien a commis un attentat suicide en se faisant exploser à quelques mètres d'elle. Elle est désormais paralysée à partir de la taille.

Les épreuves subies par ces personnes, que j'ai rencontrées au cours de ma visite en Israël et dans les Territoires occupés la semaine dernière, montrent que rien ne peut justifier les attaques délibérées contre des civils, l'anéantissement de vies humaines et la destruction de moyens de subsistance, les atteintes flagrantes aux droits humains et les violations manifestes du droit international humanitaire, que ce soit à Haïfa ou à Hébron, à Jénine ou à Jérusalem. Alors que le débat politique sur la sécurité d'Israël et la libération de la Palestine fait rage, la réalité des faits, c'est que dans les deux camps, des gens ordinaires payent au prix fort l'escalade de la violence. Chaque jour, des enfants sont mutilés, des vies humaines anéanties et des moyens de subsistance détruits en toute impunité.

Seule une approche impartiale, fondée objectivement sur les normes internationales relatives aux droits humains et au droit humanitaire, permettra de briser le cycle de la violence au Moyen-Orient. Établir les faits est le premier pas à accomplir pour que justice soit rendue à toutes les victimes. C'est pourquoi je regrette profondément que l'initiative prise par les Nations unies en vue de faire la lumière sur les événements survenus à Jénine semble avoir été sacrifiée à des intérêts politiques.

Amnesty International a demandé que toutes les atteintes aux droits humains et les violations du droit international humanitaire fassent l'objet d'une enquête internationale exhaustive et indépendante. Il existe des éléments permettant de présumer que de graves violations des droits humains et du droit international humanitaire ont été commises par les forces israéliennes à Jénine. Omettre d'enquêter sur ces agissements, c'est faire injure aux victimes. Des investigations doivent être menées non seulement à Jénine, mais aussi à Naplouse et à Hébron. De même, l'Autorité palestinienne et les groupes armés palestiniens doivent rendre des comptes. Les attaques délibérées contre les civils israéliens constituent des violations du droit international humanitaire. Tous les individus revendiquant la responsabilité d'attentats-suicides ou soupçonnés de s'être rendus complices de ces atrocités doivent être traduits en justice.

De nombreux Palestiniens sont animés par la colère et veulent se venger. Mais il existe aussi des Palestiniens, notamment des personnes que j'ai rencontrées à Jérusalem et à Gaza, qui condamnent les homicides de civils israéliens. De nombreux Israéliens craignent pour leur vie et considèrent la riposte militaire comme la seule solution, mais d'autres pensent différemment. Un homme, dont la fille a été tuée dans un attentat-suicide alors qu'elle était adolescente, en septembre 1997, m'a dit : " J'aurais pu faire de ma souffrance un instrument de haine, mais j'ai décidé d'en faire une force de changement. " Ariel Sharon, Yasser Arafat et George Bush doivent entendre les voix des victimes, et accorder une place centrale au respect des droits humains et du droit humanitaire dans le cadre des négociations politiques. »

Aujourd'hui, la situation semble bloquée, voire désespérée. S'il est vrai que des voix s'élèvent, tant que côté palestinien que dans la population israélienne, pour que soit mis un terme au cycle infernal de la violence, elles sont couvertes par le fracas des armes et des bombes artisanales. Ici comme ailleurs, les grandes puissances détiennent les clés qui permettraient de sortir de l'impasse, ou d'y contribuer. Mais d'autres impératifs semblent pour le moment dicter leur conduite.

Répondre à cet article

.....

Popularité

Cet article a une popularité absolue égale à 1, soit 1 % de 17. Au total, ce site fait environ 1146 visites par jour.

NÉPAL : Les atteintes aux droits humains ont atteint une ampleur sans précédent | VÉNÉZUÉLA : Pas de solution à la crise sans respect des droits humains | Côte d'Ivoire : Une mission d'Amnesty International dans le nord du pays | MADAGASCAR : Il est temps de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les atteintes aux droits humains | FÉDÉRATION DE RUSSIE : Grigori Pasko doit être libéré immédiatement. Amnesty International exige l'acquittement et la libération sans délai du journaliste et militant écologiste | PRIX MARTIN ENNALS : Un défenseur des droits humains colombien remporte la 10e édition du prix le plus prestigieux du mouvement de défense des droits fondamentaux | AFRIQUE AUSTRALE : Les femmes et les jeunes filles toujours confrontées à la discrimination et à la violence | INDE : Dix ans après les émeutes de Mumbai, l'impunité est-elle la leçon que le Gujarat doit retenir ? | ÉGYPTÉ : Les défenseurs des droits humains doivent être libérés | IRAK : Le dossier du gouvernement britannique sur les atteintes aux droits humains

>

SN

Merci àEDB-Diboo- Site réaliséavec SPIP

3 janvier 2003

Page d'accueil

L'espace actions

L'agenda

Droits des femmes

Amnesty-jeunes

Amnesty Vlaanderen



AmnestyInternational

REJOIGNEZ AMNESTY

Amnesty International



A LIRE

- Ils sont bénévoles ! (II)
- Ils sont bénévoles ! (I)
- Actions en lien avec l'actualité (IV)
- Actions en liens avec l'actualité (III)
- Actions en lien avec l'actualité (II)
- Actions en lien avec l'actualité (I)
- Notre section en actions (III)
- Notre section en actions (II)
- Notre section en action (I)

L'espace Infos

SOUTENIR AMNESTY

ACTIONS EN COURS

BONNES NOUVELLES

COMMUNIQUÉS ET
PUBLICATIONS D'AMNESTY
INTERNATIONAL

CONNAÎTRE AMNESTY

CONTACTS ET GROUPES
LOCAUX

DÉBATS ET TÉMOIGNAGES

DROIT D'ASILE

ÉCONOMIE ET DROITS
HUMAINS

FEMMES

FORUM

HOMOSEXUALITÉS ET DROITS
HUMAINSINFORMATIONS AUX
DONATEURS

JOBS

L'ESPACE ENSEIGNANTS

L'ESPACE PAYS

LIBERTAD

LIBERTÉS !

LIENS UTILES

LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ

TEXTES INTERNATIONAUX

VISAGES DU MONDE



RECHERCHE

VOUS ÊTES ICI > INFORMATIONS AUX DONATEURS > BILAN D'ACTIVITÉS 2002

ACTIONS EN LIEN AVEC L'ACTUALITÉ (V)



[IMPRIMER]



[RECHERCHE PAR THEMES]

Article Précédent

Article Suivant

Dernière modification le : 9 décembre 2002

Tunisie : Ce pays proche auquel nous voulons le plus grand bien

Bien des liens nous (r)attachent à ce pays. Bien sûr, nous avons tous en tête ses plages, son soleil, l'accueil chaleureux de ses habitants, et la beauté de ses sites enchanteurs. Mais derrière les clichés touristiques se cache une réalité sordide : celle de ces militant(es) des droits humains qui risquent les traitements les plus indignes : intimidations, kidnapping, emprisonnement arbitraire, torture ... pour avoir réclamé leur simple droit à la liberté d'expression. À travers les épreuves qu'ils et elles continuent à subir, des liens d'amitié se sont noués.

En ce mois de septembre, un petit vent d'allégresse nous est parvenu de Tunis : Hamma Hammami était, pour des raisons de santé, enfin libéré. Cela faisait comme une éclaircie dans le ciel inexorablement gris des droits humains en Tunisie. Vous avez été nombreux à apporter votre soutien à Hamma Hammami ainsi qu'à son épouse, Radhia Nasraoui, lors de la grève de la faim qu'elle avait entamée à la fin de l'été. Merci d'avoir répondu si nombreux ... Au bout du compte, c'est une famille qui est à nouveau réunie. Vos lettres et messages n'y sont pas tout à fait étrangers.

Nous avons lancé, il y a plus d'un an, une action de cartes postales pour la fille de Radhia Nasraoui et de Hamma Hammami, alors en grève de la faim. Nadia Hammami réclamait, pour elle-même et ses sœurs, droit à une vie de famille « normale ». Elles étaient privées de ce père vivant dans la clandestinité pour échapper à une xième incarcération pour cause de délit d'opinion.

Au cours des mois qui ont suivi, nous avons entamé des campagnes d'écriture de lettres aux autorités tunisiennes et belges, et d'envoi de cartes postales au détenu et à sa famille. Nous avons, à travers tous nos canaux d'informations, relayé des appels pour soutenir ces militants en danger

Retour en arrière : Ce 2 février 2002, trente secondes seulement ont suffi au tribunal correctionnel de Tunis pour condamner Hamma Hammami et Samir Tâamallah à 9 ans et 3 mois d'emprisonnement. Abdeljabar Madouri se voyait en outre infliger deux années supplémentaires, pour des chefs d'inculpation non précisés.

Dès 9 heures du matin, Hamma Hammami, Samir Tâamallah et Abdeljabar Madouri avaient décidé de comparaître librement devant le Tribunal, après 4 ans de clandestinité, pour faire opposition à leur condamnation par défaut en juillet 1999.

En début d'après-midi, près de 200 avocats, dont le Bâtonnier du Barreau de Tunisie, de très nombreux observateurs étrangers et une foule d'amis et de sympathisants se pressaient dans la salle du tribunal. Soudain, les trois prévenus ont été brutalement arrachés de leur siège dans une opération qualifiée de "rapt" par l'Ordre des avocats.

L'audience ne dura en réalité que le temps strictement nécessaire pour que le Président énonce sa très lourde sentence. À aucun moment, les prévenus n'ont la possibilité de s'exprimer. Aucune charge ne leur a été notifiée, et ce simulacre de procès se déroula sans que le Procureur ait pu formuler sa requête. Les prévenus n'ont pu, bien entendu, bénéficier de l'assistance de leurs avocats.

[Autres articles sur le sujet]

Devant le Palais de justice, dans une bousculade générale, la police s'est violemment emparée de Ammar Amroussia, sorti de clandestinité avec ses compagnons. Il purge à présent une peine de 2 ans et 9 mois de prison prononcée en septembre 1997.

Hamma, l'insoumis Hamma Hammami est le porte-parole du Parti communiste Ouvrier de Tunisie (PCOT) et le directeur d'« El Badil » (l'Alternative), un journal interdit. Hamma Hammami est un opposant politique qui, depuis 1974, a passé la majeure partie de sa vie entre la prison et la clandestinité. Il souffre toujours des séquelles de tortures endurées lors de ses arrestations répétées. Depuis le 27 février 1998, il était activement recherché par la police et vivait dans la clandestinité. Le 14 juillet 99, il avait été condamné par contumace à 9 ans et 3 mois de prison pour délits d'opinion.

Radhia Nasraoui, avocate, militante ardente de la cause des droits humains et épouse d'Hamma Hammami, nous avait rendu visite en ce début d'année. Sans doute, vous souviendrez-vous de l'interview que nous vous avons fait parvenir en mars dernier. Elle nous avait dépeint alors la situation à laquelle sont confrontés nombre d'opposants ou de prisonniers d'opinion dans son pays. L'une des caractéristiques de maître Nasraoui est sans nul doute sa détermination. Vous avez été nombreux à lui témoigner votre sympathie quand elle a commencé une grève de la faim le 26 juin pour protester contre les conditions de détention de son mari. Elle a mis fin à son action le 2 août dernier, à la requête de ses amis et proches qui s'inquiétaient de son état de santé.

« Tunis, le 26 Juin 2002 J'entame une grève de la faim

Mon mari Hamma Hammami, porte parole du Parti Communiste des Ouvriers de Tunisie (PCOT), parti non autorisé et directeur du journal interdit Al (El ? ? ?) Badil, purge une peine de trois ans et deux mois d'emprisonnement depuis le 2 février 2002 à la prison civile de Tunis, pour appartenance au PCOT. Depuis son arrestation, Hamma a subi mauvais traitements, isolement dans le pavillon des condamnés à mort avec trois condamnés de droit commun connus pour être des « mouchards » et violations de ses droits. Il a dû observer une grève de la faim pour obtenir d'être transféré dans un autre pavillon. Il a été quasiment privé de la visite de ses avocats depuis le début de son arrestation. Personnellement et en tant qu'avocate, je suis privée de le voir depuis le 6 avril dernier. Hamma n'a jamais pu voir sa famille dans des conditions humaines : deux grillages le séparent de ses visiteurs et la visite se déroule en présence de plusieurs gardiens. Il n'a toujours pas le droit de voir Sarra, née quand il vivait en clandestinité. Depuis des années, mes filles sont continuellement privées de la présence de leur père, contraint à la vie en clandestinité ou en prison. Elles ont été pendant des années soumises à des filatures policières serrées. Nadia a été victime d'une tentative de kidnapping. Oussaima a été souvent terrorisée par des agents de la police politique. Sarra, bébé, a eu droit à une surveillance policière devant la crèche. Mes enfants ne se sont jamais sentis en sécurité. Elles gardent de leur enfance des souvenirs traumatisants : incendie de la porte de notre appartement ; effraction de la porte de notre maison après minuit par un groupe de policiers, interrogatoire de ma fille Nadia dans son lit et en mon absence, tard dans la nuit ; agression physique de ma fille Oussaima le jour du procès de son père. Jamais suite n'a été donnée aux plaintes multiples déposées au parquet contre ces agissements.

- Pour exiger la libération immédiate et sans conditions de mon mari, prisonnier d'opinion,
- Pour protester contre la torture physique et morale subie par mon mari depuis l'arrivée de Ben Ali au pouvoir,
- Pour protester contre la torture psychologique continuellement subie par mes filles ; J'entame une grève de la faim à partir d'aujourd'hui 26 Juin 2002, journée mondiale contre la torture. »

Tunis, le 30 Juin 2002 Je continue ma grève de la faim

Plus que jamais je suis déterminée à continuer ma grève de la faim, entamée le 26

Juin 2002. Cette grève, j'y étais poussée par l'arbitraire des autorités politiques tunisiennes qui continuent à ignorer mes revendications légitimes :

- ▶ libération immédiate et sans conditions de mon mari Hama Hammami.
- ▶ Cessation des actes de harcèlement de mes filles Sarra, 3 ans, et Oussaima, 13 ans.

Celle-ci a été empêchée, lors de la dernière visite hebdomadaire à la prison civile de Tunis, d'embrasser son père. Quant à Sarra, elle attend toujours de voir son père qu'elle n'a jamais connu.

Ni la détérioration de ma santé, ni l'attitude odieuse des autorités politiques ne m'empêcheraient de continuer mon combat jusqu'à la libération de mon mari.

Ma détermination est d'autant plus forte que je me vois soutenue par les partis politiques d'opposition, les représentants du mouvement associatif et un grand nombre de militants du mouvement politique et humanitaire en Tunisie et à l'étranger. Je remercie aussi les organisations mondiales de défense des droits humains, qui, dès les tout premiers jours, m'ont adressé leur soutien.

À tous, je dis mes remerciements, sûre que mon combat pour la libération de Hama est un combat pour la liberté. "

Répondre à cet article

Popularité

Cet article a une popularité absolue égale à 1, soit 1 % de 17. Au total, ce site fait environ 1153 visites par jour.

NÉPAL : Les atteintes aux droits humains ont atteint une ampleur sans précédent | VÉNÉZUÉLA : Pas de solution à la crise sans respect des droits humains | Côte d'Ivoire : Une mission d'Amnesty International dans le nord du pays | MADAGASCAR : Il est temps de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les atteintes aux droits humains | FÉDÉRATION DE RUSSIE : Grigori Pasko doit être libéré immédiatement. Amnesty International exige l'acquittement et la libération sans délai du journaliste et militant écologiste | PRIX MARTIN ENNALS : Un défenseur des droits humains colombien remporte la 10e édition du prix le plus prestigieux du mouvement de défense des droits fondamentaux | AFRIQUE AUSTRALE : Les femmes et les jeunes filles toujours confrontées à la discrimination et à la violence | INDE : Dix ans après les émeutes de Mumbai, l'impunité est-elle la leçon que le Gujarat doit retenir ? | EGYPTÉ : Les défenseurs des droits humains doivent être libérés | IRAK : Le dossier du gouvernement britannique sur les atteintes aux droits humains

>

SN

Merci àEDB-Diboo- Site réaliséavec SPIP



AmnestyInternational

REJOIGNEZ AMNESTY

Amnesty International

**A
LIRE**

- Ils sont bénévoles ! (II)
- Actions en lien avec l'actualité (V)
- Actions en lien avec l'actualité (IV)
- Actions en liens avec l'actualité (III)
- Actions en lien avec l'actualité (II)
- Actions en lien avec l'actualité (I)
- Notre section en actions (III)
- Notre section en actions (II)
- Notre section en action (I)

L'espace Infos**SOUTENIR AMNESTY****ACTIONS EN COURS****BONNES NOUVELLES****COMMUNIQUÉS ET PUBLICATIONS D'AMNESTY INTERNATIONAL****CONNAÎTRE AMNESTY****CONTACTS ET GROUPES LOCAUX****DÉBATS ET TÉMOIGNAGES****DROIT D'ASILE****ÉCONOMIE ET DROITS HUMAINS****FEMMES****FORUM****HOMOSEXUALITÉS ET DROITS HUMAINS****INFORMATIONS AUX DONATEURS****JOBS****L'ESPACE ENSEIGNANTS****L'ESPACE PAYS****LIBERTAD****LIBERTÉS !****LIENS UTILES****LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ****TEXTES INTERNATIONAUX****VISAGES DU MONDE****RECHERCHE****VOUS ÊTES ICI > INFORMATIONS AUX DONATEURS > BILAN D'ACTIVITÉS 2002****ILS SONT BÉNÉVOLES ! (I)****[IMPRIMER]****[RECHERCHE PAR THEMES]**

Article Précédent

Article Suivant

Dernière modification le : 9 décembre 2002

Autant le dire tout de suite, le vocable à Amnesty est synonyme de passion et de compétence mais aussi, souvent, de dépassement de soi. C'est que si l'on rit beaucoup et s'émeut parfois, on ne plaisante pourtant pas quand il y va du sort des victimes dont ils ont en charge les dossiers, ces fameux « dossiers actions ». Qu'ils fassent partie d'un des 80 groupes locaux d'Amnesty, qu'ils soient responsables d'une coordination pays - autrement dit de suivre l'actualité spécifique d'un pays - ou encore responsable de commission - à savoir responsable d'une problématique particulière en relation avec les droits humains, comme l'économie, la culture, la santé... - , les bénévoles d'Amnesty ont en commun un désir partagé : celui de mener des actions dont l'aboutissement est pour les victimes un mieux-être, une reconnaissance, et parfois, ultime gratification, leur libération. Cette flamme qui les conduit à batailler sans relâche parfois pendant des années, sans qu'aucun signe positif ne vienne renforcer leur détermination, ne laisse de nous émerveiller. Passer en revue toutes leurs activités tiendrait de la gageure. Il y a autant de spécificités que d'individus engagés à Amnesty, autant d'actions que de groupes constitués. Cependant, nous entendions leur rendre hommage et les remercier. A titre d'exemple, nous vous présentons ici, le travail de la coordination Turquie, celui de la commission médicale et celui du groupe de Mons, quelques-uns des groupes bénévoles d'Amnesty, sans qu'il nous ne pourrions aligner autant de victoires.

Coordination Turquie

Jenny Vanderlinden : « Des projets ? Oui bien sûr ! »

► Depuis quand es-tu coordinatrice Turquie ? Quelle est la motivation qui t'a conduite à le devenir ?

► Je suis coordinatrice Turquie depuis un peu plus d'un an. Je faisais partie du groupe 3 de Soignies depuis 4 ans. Nous avions en charge le dossier d'un avocat et écrivain turc, Esber Yagmurdereli. Nous avons milité pour lui et nous avons eu le plaisir d'avoir des contacts avec son fils et d'ainsi mieux connaître le vécu de son père. C'est un dossier qui nous a empli de satisfactions puisque cet avocat a été libéré il y a deux ans. Je me suis, à force, attachée à la Turquie et aux problèmes des Turcs et des Kurdes et j'ai décidé de rejoindre le groupe coordination Turquie et d'accepter le rôle de coordinatrice.

► De ton point de vue quels sont les problématiques « droits humains » majeures en Turquie ?

► L'un des plus gros problèmes est la torture qui est systématiquement pratiquée dans les commissariats et les postes de police et de gendarmerie. Il règne une très grande impunité vis-à-vis des tortionnaires, il est de tradition qu'ils ne soient jamais poursuivis, dès lors rien ne change et ces pratiques perdurent. La Turquie essaie d'implémenter des réformes pour empêcher cette torture dans les textes de loi en vue essentiellement de son entrée future comme pays membre dans l'Union européenne. Cette implémentation existe bel et bien sur papier, mais dans les faits, la pratique de la torture est toujours d'actualité. Nos chercheurs à Londres ont d'ailleurs remarqué que depuis le début de cette année, alors que ces réformes devaient avoir des effets positifs, de nouvelles formes de tortures ont été utilisées, de celles qui ne laissent pas de trace et qui sont donc indétectables et il devient plus difficile encore pour les victimes de prouver quoi que ce soit. Qui plus est, il y a un problème de corruption énorme en Turquie, qui rend toute poursuite presque impossible. Les médecins de leur côté, ne sont pas toujours prêts à attester qu'ils

[Autres articles sur le sujet :]

ont décelé sur les victimes des actes de torture par peur de représailles et ceux qui bravent les interdits et osent établir des rapports sont à leur tour intimidés. Le deuxième problème majeur touche à la liberté d'expression. Le Sud-Est de la Turquie est principalement peuplé de personnes kurdes. Ces personnes ont leur propre langue, leur propre culture. Les enfants n'ont pourtant pas le droit à une éducation dans leur langue, les éditeurs sont systématiquement réprimés dès qu'ils publient quelque chose dans la langue kurde. Certes, une réforme a été votée pour autoriser l'usage de la langue maternelle, et cela devrait être un grand pas accompli, mais dans les faits, une fois de plus, les choses se passent différemment. Ainsi, il y a eu plusieurs arrestations récemment de personnes parce qu'elles faisaient signer des pétitions en faveur de l'application de la langue maternelle kurde. Dans les prisons de type F, ces prisons où les prisonniers politiques sont confinés à l'isolement, le mouvement de grève de la faim des prisonniers se poursuit depuis deux ans. Les mouvements de solidarité de la population ont violemment été réprimés. Les manifestants ont été arrêtés, certains torturés. Personne ne pourrait être arrêté pour avoir manifesté pacifiquement contre les prisons de type F.

► En tant que coordinatrice, quels sont les objectifs que tu poursuis ?

► L'objectif de notre groupe est d'apporter un soutien aux huit groupes d'Amnesty qui soutiennent des dossiers actions Turquie. Par ailleurs, j'essaie de faire en sorte que le soutien que nous apportons aux défenseurs des droits humains en Turquie soit amplifié. Nous travaillons en Turquie essentiellement avec deux grandes organisations des droits humains L'une, IHD (Insan Haklari Dernegi - Association pour la défense des droits de l'Homme), est une association d'avocats qui aide les victimes de la torture à porter plainte en justice. L'autre, TIHV (Türkiye Insan Haklari Vakfi - Fondation turque des droits de l'Homme), est une association de médecins qui soignent les victimes de la torture à la fois sur le plan physique mais aussi sur le plan psychologique. Ces associations comptent une bonne centaine de bureaux à travers toute la Turquie. Certains bureaux sont bien organisés, d'autres moins. Ce que j'aimerais faire, c'est assurer un lien plus visible entre notre action et la leur. Nous pouvons en effet les soutenir de plusieurs manières. Actuellement, j'essaie d'évaluer ce que chacune des sections d'Amnesty qui soutient la Turquie plus spécifiquement dans le monde pourrait apporter à ces associations. Il peut s'agir d'une aide financière, d'un appui par des programmes de training, d'apport de matériel informatique, ou de l'organisation et du financement d'une tournée européenne des défenseurs turcs auprès des Institutions politiques européennes ou nationales. La section belge a, pour sa part, fait un versement de 2000 euros à l'IHD de sorte que cette organisation puisse s'équiper en matériel de sécurité : alarme et système de caméras car, l'IHD s'est récemment fait attaquer par un individu armé qui a, en faisant irruption dans son bureau, blessé des gens, une façon violente d'intimider les membres de l'association. Les groupes et la coordination ont également organisé une collecte en faveur des victimes de la torture. 1300 € ont été versés à la TIHV qui remercie de tout coeur tous les membres en Belgique qui soutiennent la fondation dans leur lutte contre la torture. Les militants ont beaucoup de courage, car en dehors même du fait qu'ils risquent leur vie, ils s'exposent à beaucoup d'ennuis, c'est notamment le cas d'Eren Keskin (NDLR : avocate turque qui a fait plusieurs séjours en prison pour avoir notamment pris la défense de militants kurdes) qui se retrouve avec des dizaines de procès sur le dos et doit affronter beaucoup d'ennuis, notamment matériels. Cette année, nous avons élaboré avec la commission juridique d'Amnesty un plan de soutien spécifique aux défenseurs : des personnalités du barreau belge, dont le Bâtonnier de Bruxelles sont invités à intervenir et à user de leur notoriété pour faire pression auprès des autorités turques pour que cesse le harcèlement des défenseurs : bureau perquisitionné, intimidations en tout genre etc.

Quels sont les faits les plus marquants de cette année 2002 ?

► C'est essentiellement le travail que nous avons mené sur la torture ou l'impunité. Les groupes se sont énormément mobilisés et ont écrit des tonnes de courrier, non seulement en rapport avec leur propre dossier action, mais aussi ponctuellement pour d'autres victimes en danger. Par ailleurs, nous avons organisé une manifestation devant l'ambassade de Turquie avec les antennes-écoles, ce qui a eu l'art d'énervier un peu un ambassadeur qui a pour habitude de ne jamais répondre à nos interpellations. C'est aussi une façon de marquer des points. Nous avons

également contacté des parlementaires le 26 juin dernier pour leur détailler la situation en Turquie et nous leur avons demandé à titre préventif de protéger les manifestants turcs sur place qui menaient parallèlement des actions. Ils sont intervenus auprès du Ministère de la Justice en Turquie en leur faveur. Quelques-uns des parlementaires n'hésitent d'ailleurs plus à nous demander des informations quand ils ont à traiter de sujets qui se réfèrent à la situation des droits humains en Turquie. D'autres ou les mêmes interviennent à l'initiative des groupes pour écrire en faveur de certaines victimes. C'est le cas pour Sevil Dalkiliç, une avocate turque emprisonnée suivie par le groupe de Wavre. Par ailleurs, dans le cadre de nos activités, je suis de plus en plus amenée à rencontrer des personnes qui vivent ici en exil qui ont parfois subi des tortures et que je suis amenée à diriger vers des services appropriés d'aide aux victimes, comme Exil par exemple, un centre médical.

► Des projets pour l'an qui vient ?

► J'aimerais effectivement organiser une conférence avec des personnes de l'IHD et leur permettre de rencontrer des instances susceptibles de les aider. Par ailleurs, un dossier tout particulier nous tient à cœur, c'est celui de Sevil Dalkiliç citée plus haut. Sevil après plus de 9 ans d'emprisonnement est particulièrement déprimée. Sa famille nous a dit à quel point, elle allait mal. Elle a participé aux grèves de la faim des prisonniers politiques et sans doute en subi-elle les séquelles. Sa famille et son avocat ont beaucoup d'espoir de la voir bénéficier d'une mesure qui consiste à permettre à ces prisonniers spécifiques de bénéficier d'un répit de 6 mois de relaxe pour raisons de santé . Nous espérons bien sûr que Sevil puisse en bénéficier et nous allons apporter un soutien financier, à titre privé, à la famille de Sevil pour qu'elle puisse engager les frais d'avocat nécessaires à l'examen du dossier

Répondre à cet article

.....

Popularité

Cet article a une popularité absolue égale à 1, soit 1 % de 17. Au total, ce site fait environ 1146 visites par jour.

NÉPAL : Les atteintes aux droits humains ont atteint une ampleur sans précédent | VÉNÉZUÉLA : Pas de solution à la crise sans respect des droits humains | Côte d'Ivoire : Une mission d'Amnesty International dans le nord du pays | MADAGASCAR : Il est temps de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les atteintes aux droits humains | FÉDÉRATION DE RUSSIE : Grigori Pasko doit être libéré immédiatement. Amnesty International exige l'acquittement et la libération sans délai du journaliste et militant écologiste | PRIX MARTIN ENNALS : Un défenseur des droits humains colombien remporte la 10e édition du prix le plus prestigieux du mouvement de défense des droits fondamentaux | AFRIQUE AUSTRALE : Les femmes et les jeunes filles toujours confrontées à la discrimination et à la violence | INDE : Dix ans après les émeutes de Mumbai, l'impunité est-elle la leçon que le Gujarat doit retenir ? | EGYPTÉ : Les défenseurs des droits humains doivent être libérés | IRAK : Le dossier du gouvernement britannique sur les atteintes aux droits humains

>

SN

Merci àEDB-Diboo- Site réaliséavec SPIP



AmnestyInternational

REJOIGNEZ AMNESTY

Amnesty International



A LIRE

- Ils sont bénévoles ! (I)
- Actions en lien avec l'actualité (V)
- Actions en lien avec l'actualité (IV)
- Actions en liens avec l'actualité (III)
- Actions en lien avec l'actualité (II)
- Actions en lien avec l'actualité (I)
- Notre section en actions (III)
- Notre section en actions (II)
- Notre section en action (I)

L'espace Infos

SOUTENIR AMNESTY

ACTIONS EN COURS

BONNES NOUVELLES

COMMUNIQUÉS ET
PUBLICATIONS D'AMNESTY
INTERNATIONAL

CONNAÎTRE AMNESTY

CONTACTS ET GROUPES
LOCAUX

DÉBATS ET TÉMOIGNAGES

DROIT D'ASILE

ÉCONOMIE ET DROITS
HUMAINS

FEMMES

FORUM

HOMOSEXUALITÉS ET DROITS
HUMAINSINFORMATIONS AUX
DONATEURS

JOBS

L'ESPACE ENSEIGNANTS

L'ESPACE PAYS

LIBERTAD

LIBERTÉS !

LIENS UTILES

LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ

TEXTES INTERNATIONAUX

VISAGES DU MONDE



RECHERCHE

VOUS ÊTES ICI > INFORMATIONS AUX DONATEURS > BILAN D'ACTIVITÉS 2002

ILS SONT BÉNÉVOLES ! (II)



[IMPRIMER]



[RECHERCHE PAR THEMES]

Article Précédent

Article Suivant

Dernière modification le : 9 décembre 2002

Le groupe de Mons : Florence, Robert et ...tous les autres

► Depuis quand le groupe de Mons existe-t-il ? Quel est son mode de fonctionnement ?

► FLORENCE : Le groupe de Mons existe depuis 1975. Il a connu des hauts et des bas et s'est reconstitué de façon plus active depuis 1999. Il compte 10 à 12 membres qui participent mensuellement aux réunions et s'investissent activement dans les diverses activités de notre groupe. Ce qui caractérise notre groupe est qu'il est intergénérationnel, il compte notamment des personnes dont nous taïrons l'âge à leur demande - disons de très grands seniors actifs - et des personnes qui sont âgées d'une trentaine d'années par exemple. L'une de nos membres les plus âgées développe des initiatives originales comme la gravure sur verres achetés en brocante et revendus au profit d'Amnesty, d'autres s'investissent particulièrement dans la vente de bougies au sein d'autres associations ou groupements dont elles font partie (ciné-clubs, conférences). Le groupe compte aussi des sympathisants qui viennent à l'occasion nous donner un coup de main, notamment lors de la vente des bougies. Personnellement, avant d'être responsable de groupe, j'étais moi-même une membre individuelle et je participais au réseau d'actions urgentes mis sur pied par le groupe 27 dans le courant des années 80-90. En 1999, nous avons consolidé le groupe par de nouveaux arrivants et j'ai finalement repris la coordination en tant que responsable après quelque temps.

► Vous avez un dossier-action peu banal puisqu'il s'agit d'appuyer des enfants de « disparus » guatémaltèques dans leur recherche de vérité. Comment ce dossier vous a-t-il été confié ?

► FLORENCE : Le dossier nous a été attribué par le secrétariat national d'Amnesty, il y a trois ans. A l'époque, un moment où le groupe se reconstituait, nous avions aussi à Mons deux groupes stagiaires (NDLR : des groupes en voie de constitution et de formation pour répondre à l'éventail d'activités gérées par un groupe de manière autonome). Il s'agissait de groupes dont les membres étaient de jeunes étudiants universitaires de Mons. Je pense qu'on nous a attribué le dossier parce qu'il y avait une synergie possible entre des jeunes d'ici qui travailleraient en faveur d'autres jeunes là-bas.

► Quel est le travail que vous menez sur ce dossier appelé « HIJOS » (enfants) ?

► ROBERT : En juin 1999, les enfants de « disparus » se sont constitués en groupement, l'association « HIJOS » ; leur but était de rechercher la vérité sur ce qui était arrivé à leurs parents et de mener une lutte contre l'oubli concernant ces disparitions. HIJOS est constitué à la fois d'enfants de « disparus » qui sont restés au pays et d'autres qui revenant d'exil portaient à la recherche de leur passé ; c'est de leur communauté de besoins et d'attentes qu'est née l'idée de l'association. Ils demandent à la fois un soutien moral, que l'on maintienne une pression sur les autorités politiques pour que les criminels soient traduits en justice et une reconnaissance de leur statut de victimes. Notre travail consiste essentiellement à les soutenir en faisant pression sur les autorités guatémaltèques pour faire bouger les choses en matière d'impunité. Par ailleurs, nous avons aussi apporté un soutien

[Autres articles sur le sujet]

financier à HIJOS, car leur bureau a été saccagé. Ils ont donc besoin de racheter du matériel informatique pour notamment archiver les éléments d'enquête qu'ils réunissent. L'une de leurs activités consiste effectivement à rétablir la vérité historique des faits et à contrecarrer la propagande du gouvernement qui nie un certain nombre de choses. Tous les Guatémaltèques, qui comptent une population majoritairement jeune, ne sont pas au courant de l'histoire qui a trait à la guerre civile, une guerre larvaire qui a perduré longtemps. Le Guatemala est un pays vaste, très accidenté, traversé par une cordillère montagneuse et certaines populations y sont isolées. Des 4X4 -voire des mules- sont toujours nécessaires pour se rendre dans certaines régions, où on ignore encore aujourd'hui que des accords de paix sont intervenus en 1996. Partir à la rencontre de ces populations demande donc des moyens dont HIJOS ne dispose pas nécessairement, un appui financier est donc extrêmement appréciable pour eux. Pour notre part, nous avons transmis 3500 euros qui leur ont permis de s'équiper en matériel informatique.

► Etes-vous directement en lien avec eux ?

► Nous aimerions beaucoup pouvoir échanger en direct avec eux, mais pour l'instant cela ne semble pas possible et cela malgré l'entremise des réseaux informatiques. Nous n'avons pas eu de signe de HIJOS depuis notre apport financier. L'un des membres de notre groupe, réfugié politique chilien, qui a été emprisonné sous Pinochet, nous rassure en nous racontant à quel point, tout cela peut être compliqué, sans compter qu'il y a le barrage de la langue espagnole qu'aucun membre « permanent » de notre groupe ne parle aujourd'hui. Fort heureusement, nous sommes patients et nous avons par ailleurs eu le plaisir l'an dernier de rencontrer un des membres de HIJOS de passage en Belgique. Amnesty -Suisse l'avait invité en tournée et profitant de son passage à Bruxelles où il venait déposer plainte auprès d'un juge dans le cadre de la loi de compétence universelle, nous avons pu échanger brièvement quelques informations, dans l'arrière-salle d'un café, car tout cela s'est fait inopinément. Ce membre d'HIJOS nous a demandé de continuer nos actions et surtout de continuer à écrire aux autorités, cela les protège notamment contre les attaques physiques qui semblent avoir cessé aujourd'hui. Cependant, ils vivent toujours dans une anxiété extrême, car ils se font suivre et menacer en rue, et plus particulièrement encore dans les jours qui suivent les exhumations de cadavres auxquelles ils assistent ; là régulièrement on leur dit « si tu continues à enquêter sur les « disparus », c'est toi qu'on va enterrer ». Pour notre part, nous continuons donc de faire pression sur les autorités, c'est une garantie, même si elle ne suffit pas, qu'il ne leur arrive rien. Nos interventions sont de plusieurs ordres, bien sûr nous réclamons la protection des membres de HIJOS, mais aussi qu'un soutien psychologique leur soit apporté et encore qu'on les reconnaisse comme victimes et qu'à ce titre des indemnités leur soient apportées.

► Comment ventilez-vous vos activités à l'intérieur du groupe pour remplir ce type de d'objectif ?

► Comme nous sommes en charge d'un dossier Guatemala, certains membres de notre groupe qui disposent d'une messagerie électronique se sont inscrits dans le réseau d'actions urgentes en faveur du Guatemala. De la sorte, nous sommes informés des dernières informations sur la situation là-bas. Un membre du groupe prend en charge la rédaction de la lettre, la transmet à tous ceux qui sont abonnés, qui à leur tour la font parvenir aux autorités guatémaltèques. C'est ainsi que nous avons eu la satisfaction d'apprendre qu'un militaire avait été condamné à une peine de trente ans de prison pour l'assassinat de Myrna Mack en 1990, une anthropologue qui participait aux exhumations. Cela a renforcé le sentiment du bien-fondé de nos actions. Par ailleurs, le 29 novembre et 3 décembre prochains, « La Fabrique », un lieu culturel de Frameries, à proximité de Mons, va organiser la représentation du spectacle « Lettre ouverte ». Ils nous ont demandé de nous y associer car la thématique abordée est celle de la torture et des disparitions. Nous y tiendrons donc un stand d'informations et recueilleront des signatures de soutien en faveur du travail des membres de HIJOS. L'une des membres de Bruxelles, plus particulièrement concernée par ces problématiques sud-américaines assistera au débat. Nous organisons aussi des animations dans les écoles de Mons en proposant des textes qui ont été écrits par les membres de HIJOS. Ceux-ci font un travail similaire au travers d'activités culturelles par des peintures murales, du théâtre de rue ...qui mettent en scène leur propre vécu. Nous pensons aussi rédiger une motion

à l'égard des responsables communaux de Mons, pour qu'ils s'engagent à nos cotés à défendre les membres de HIJOS. Nous inaugurerons d'ailleurs la campagne de vente des bougies en investissant le conseil municipal de Mons le 18 novembre prochain. Nous remettons à chaque conseiller deux cartes à signer, l'une en faveur du travail de HIJOS, l'autre en faveur d'une victime de discrimination, le thème qui est mis en avant dans la campagne nationale de fin d'année.

► Des actions vous ont-elles plus particulièrement donné des raisons de satisfactions au cours des mois et années dernières ?

ROBERT : l'une d'elles est liée à la visite effectuée par mes classes (NDLR : Robert est enseignant dans le secondaire) de l'exposition « 40^{ème} anniversaire d'Amnesty » l'an dernier. C'étaient les étudiantes de Florence (NDLR : Professeur dans le supérieur pédagogique de type court, Ecole normale secondaire) qui assuraient la visite guidée. Mes jeunes ont bien réagi et dans le cadre de mes cours de français organisés autour du parcours du courrier, ils ont terminé ce travail par la rédaction d'une lettre en faveur des actions d'Amnesty. Mes jeunes ont mordu et aujourd'hui encore, certains d'entre eux me demandent régulièrement des documents ou des informations sur des sujets qui touchent de près à ce qu'ils ont découvert l'an dernier. Personnellement, j'y ai donc trouvé un croisement d'intérêt entre ma profession et mes engagements. Je compte recommencer cette année dans le cadre d'une autre exposition « Israël -Territoires occupés » qui elle n'est pas organisée par Amnesty. Les élèves de l'Athénée de Mons avaient eux aussi dans le cadre de leur cours d'espagnol, rédigés des cartes, des lettres et des poèmes, l'an dernier.

Monique Delhez : une « blouse-blanche » au service du respect des droits humains

► Comment as-tu pris connaissance du travail d'Amnesty International et pourquoi t'être engagée dans ses actions ?

► Je suis allée à une réunion d'information d'Amnesty, après avoir fait un tour d'horizon des organisations qui s'occupaient des droits humains. A l'époque, en 1982, j'étais sous le choc de l'assassinat de Monseigneur Romero en pleine cathédrale. J'avais été heurtée que l'on puisse assassiner quelqu'un avec une telle personnalité, avec une telle aura, qui s'occupait du bien-être des pauvres et cela pour ses prises de position. Il se fait que, par pur hasard, d'autres confrères pédiatres que je ne connaissais pas, assistaient à la même réunion. Au sortir de celle-ci, nous avons les uns et les autres décidés de participer activement aux actions d'Amnesty et certains pédiatres ont rejoint, tout comme je l'ai fait, la commission médicale, qui, à l'époque était dirigée de main de maître par Nadine Carrette. Cette commission était et est toujours composée de membres du corps médical et para-médical : infirmières, dentistes, médecins, kinésithérapeutes, pharmaciens ...Voilà donc 20 ans que je participe à la commission médicale, d'abord comme simple membre active et depuis deux ans, lorsque Nadine a ralenti ses activités, comme coordinatrice temporaire.

► Quel est l'apport spécifique de la commission médicale dans les problématiques droits humains ?

► Depuis toujours, nous avons une relation spécifique avec le team (l'équipe) médical à Londres, le siège social d'Amnesty. En quelque sorte, c'est cette équipe qui pilote notre travail auquel vient s'ajouter de temps à autre des actions particulières qui nous sont demandées par la section belge d'Amnesty. Le plus souvent, nous sommes amenés à intervenir en faveur de personnes qui sont en danger de mort imminent, des personnes emprisonnées, torturées, qui ont besoin de toute urgence de soins médicaux. Bien sûr ces actions sont aussi demandées à des bénévoles qui ne sont pas pour autant médecins ou assimilés, dans les autres structures de notre mouvement. Notre spécificité consiste en fait, à mettre en exergue la notoriété de la « blouse blanche ». Chez nous, psychologiquement, les médecins ne sont plus considérés comme des notables qui comptent dans une société, mais dans certains pays où nous sommes amenés à intervenir, les « blouses - blanches » jouissent toujours d'un certain prestige et leurs actes et leurs paroles sont toujours d'un grand poids. Nous usons de ce prestige à bon escient, même si

cela peut paraître corporatiste, pour obtenir des résultats positifs. Les membres de notre commission sont amenés, à interpellier certaines autorités ou même leurs homologues locaux, grâce à des courriers où figurent leurs en-têtes et cachets médicaux, une chose qui ne laisse pas insensible. C'est tantôt une lettre qui demande aux confrères d'agir de façon déontologique en refusant d'écrire de faux certificats de décès où seraient absentes les mentions « de mort due aux suites de torture », ou encore de refuser de soigner une victime qui serait entravée par des liens, cordes ou menottes, ou de ne pas participer même de façon passive à des séances de torture etc. Nous sommes très agréablement surpris car dans 50 à 70% des cas sur lesquels nous nous mobilisons, nous engrangeons des résultats satisfaisants. C'est pour nous du plus grand des réconforts, d'autant que ces 4 à 5 dernières années, ce type de bonnes nouvelles s'est multiplié, contrairement au passé, où nous agissions presque à l'aveuglette, en tout cas en n'ayant que très rarement un retour sur les actions que nous menions. Il faut sans doute y voir un changement dû au fait que les moyens électroniques permettent une meilleure circulation des informations et une plus grande vitesse d'intervention. Il faut sans doute y inclure une plus grande vigilance apportée à la défense de nos confrères, car bien entendu, lorsque ceux-ci refusent en toute conscience de collaborer localement avec les autorités sur des sujets que déontologiquement ils ne peuvent avaliser, à leur tour, ces courageux confrères sont amenés à subir des harcèlements, des intimidations, voire pire : menace de perte d'emploi, de mort, parfois même de représailles sur la famille ... Diffuser au travers de notre périodique, des informations concernant des libérations ou encore des nouvelles sur telle ou telle personne qui a pu sortir de prison pour recevoir des soins appropriés dans un hôpital est très porteur pour notre public.

► Comment agissez-vous concrètement pour obtenir des résultats ?

► Nous répondons à 4 ou 5 actions par mois qui nous sont proposées par Londres. Un groupe composé de 4 à 5 rédacteurs qui travaillent chez eux de façon autonome rédigent une lettre type qu'ils font parvenir à nos 13 groupes de signataires. Ces groupes comprennent de 8 à 10 signataires chacun et dans l'ensemble, ce sont ainsi les 2/3 des personnes qui se mobilisent pour chaque action. En fin d'année, nous envoyons à tous un récapitulatif des résultats obtenus et nous les remercions. Nous avons aussi des donateurs qui soutiennent les actions spécifiques de la commission médicale, eux aussi, reçoivent régulièrement notre périodique qui les informe des actions menées et des résultats obtenus. Parallèlement, nous menons aussi des actions très particulières et de façon parfois plus large. Dans le groupe de nos signataires, nous sommes parfois amenés à repérer des spécialistes sur une question particulière. Voici trois exemples d'actions sur lesquelles nous sommes intervenus grâce à ces plate-formes élargies. Le premier cas était celui d'une énucléation par un chirurgien ophtalmologue en Arabie saoudite d'une personne jugée coupable d'avoir jeté de l'acide au visage d'une autre personne. La condamnation était au sens littéral, « oeil pour oeil, dent pour dent ». Cette personne a donc été énucléée par un de nos confrères saoudiens. Nous nous sommes évidemment mobilisés et par la suite deux autres interventions du même ordre sur deux autres personnes ont été suspendues. Dans le cadre de cette affaire, nous avons contacté l'une de nos consœurs signataires ophtalmologues qui elle-même à son tour a mobilisé les membres de son GLEM (groupements libres dévaluation mutuelle). Des dizaines et des dizaines d'ophtalmologues ont, en réponse à son initiative, écrit un courrier pour dénigrer cette pratique. Notre commission a dans le même temps envoyé des courriers aux autorités saoudiennes. Un deuxième exemple est celui de la libération de Flora Brovina ; cette pédiatre avait été enlevée et emprisonnée au même titre que 300 autres personnes par les Serbes lors de leur retrait du Kosovo. C'est une militante des droits humains qui a fondé un hôpital pour mères et enfants musulmans, accusée injustement d'avoir donné asile à des membres de l'UCK, des nationalistes kosovars. A cette occasion, nous avons mobilisé l'ordre des médecins du Brabant. Le président de cet ordre lui-même a signé en son nom une lettre en faveur de cette pédiatre. Etant pédiatre moi-même, j'ai contacté 29 à 31 services de pédiatrie universitaires ou non universitaires. 27 d'entre eux ont répondu positivement. Flora Brovina a été relâchée, mais aujourd'hui encore des confrères me demandent des infos sur le centre géré par Flora. Dernier exemple en date, celui de quelques confrères qui, à Charleroi, se sont mobilisés en faveur du médecin tunisien Moncef Marzouki, soumis, pour ses prises de position, à des harcèlements sans fin par le régime tunisien. Nos confrères ont écrit des centaines de lettres et de pétitions en sa faveur et ils ont organisé des conférences et des rencontres avec

Moncef Marzouki, autorisé enfin a quitté le sol tunisien, et les autorités belges, un travail qui a donc pris une ampleur nationale.

► Rencontrez-vous des difficultés particulières au sein de la commission ?

► Oui, le renouvellement des effectifs entre autre choses. Les jeunes médecins sont confrontés à des problèmes que l'ancienne génération, elle ne connaissait pas ; ouvrir un cabinet est particulièrement difficile à l'heure actuelle, notamment parce que le nombre de médecins s'accroît avec l'ouverture des frontières aux médecins européens, ce qui pour nous, qui sommes plus âgés, n'existait pas à l'époque. Il faut donc assurer un début de carrière plus problématique et cela prend du temps. Nous allons donc essayer d'insérer des annonces dans le « journal du médecin » et le « journal des dentistes » permettant aux personnes qui les lisent de s'inscrire dans le programme de nos activités. Autre domaine dans lequel nous avons quelques problèmes, celui de la formation. Par le passé, nous étions amenés à former le personnel médical dans des cycles de formation inscrits dans les cours. Fort utilement d'ailleurs, car un médecin peut être confronté à des femmes battues, d'autres partant dans d'autres contrées à des violences suite à des actes de torture ...Aujourd'hui, il nous est impossible d'assurer des cycles de formation en tant que tels. Nous intervenons par rapport à des demandes ponctuelles qui se raréfient d'ailleurs. Par contre, nous avons pour projet d'amplifier les actions en utilisant davantage les outils électroniques, obtenir plus de signataires qui ont des messageries électroniques et développer l'emploi de l'intranet pour susciter et alimenter des débats au travers de forums de discussions.

Répondre à cet article

Popularité

Cet article a une popularité absolue égale à 1, soit 1 % de 17. Au total, ce site fait environ 1153 visites par jour.

NÉPAL : Les atteintes aux droits humains ont atteint une ampleur sans précédent | VÉNÉZUÉLA : Pas de solution à la crise sans respect des droits humains | Côte d'Ivoire : Une mission d'Amnesty International dans le nord du pays | MADAGASCAR : Il est temps de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les atteintes aux droits humains | FÉDÉRATION DE RUSSIE : Grigori Pasko doit être libéré immédiatement. Amnesty International exige l'acquittement et la libération sans délai du journaliste et militant écologiste | PRIX MARTIN ENNALS : Un défenseur des droits humains colombien remporte la 10e édition du prix le plus prestigieux du mouvement de défense des droits fondamentaux | AFRIQUE AUSTRALE : Les femmes et les jeunes filles toujours confrontées à la discrimination et à la violence | INDE : Dix ans après les émeutes de Mumbai, l'impunité est-elle la leçon que le Gujarat doit retenir ? | EGYPTÉ : Les défenseurs des droits humains doivent être libérés | IRAK : Le dossier du gouvernement britannique sur les atteintes aux droits humains

>

SN

Merci àEDB-Diboo- Site réaliséavec SPIP



AmnestyInternational

REJOIGNEZ AMNESTY
Amnesty International

L'espace Infos

■ SOUTENIR AMNESTY

■ ACTIONS EN COURS

■ COMMUNIQUÉS ET PUBLICATIONS D'AMNESTY INTERNATIONAL

■ CONNAÎTRE AMNESTY

■ CONTACTS ET GROUPES LOCAUX

Les adresses de contacts d'Amnesty en Belgique et dans le monde

■ DÉBATS ET TÉMOIGNAGES

■ DROIT D'ASILE

Vous trouverez ici des informations utiles sur le droit d'asile, mais aussi des actions concrètes d'Amnesty.

■ ÉCONOMIE ET DROITS HUMAINS

■ FEMMES

■ FORUM

■ HOMOSEXUALITÉS ET DROITS HUMAINS

Face aux atteintes graves faites de par le monde aux droits fondamentaux des homosexuel·les, Amnesty International a décidé de « Briser le silence ». La commission Homosexualités et droits humains a pour mission d'agir pour que ces droits soient respectés.

■ INFORMATIONS AUX DONATEURS

Le trimestriel destiné aux donateurs d'Amnesty en ligne

■ JOBS

■ L'ESPACE ENSEIGNANTS

■ L'ESPACE PAYS

Vous trouverez ici des informations mises à jour régulièrement, mais aussi des propositions d'actions.

■ LIBERTAD

Libertad est une publication de la section belge d'Amnesty, en espagnol, et destinée à tous ceux (enseignants, particuliers,...) qui souhaitent approfondir leur connaissance de cette langue, tout en s'informant sur les droits humains.

■ LIBERTÉS !

Le mensuel d'Amnesty International est aussi en ligne

VOUS ÊTES ICI > > Bonnes nouvelles

Bonnes nouvelles

Les articles

► BONNES NOUVELLES OCTOBRE 2002 (SUITE)

► BONNES NOUVELLES NOVEMBRE 2002

► BONNES NOUVELLES OCTOBRE 2002

► BONNES NOUVELLES SEPTEMBRE 02

► BONNES NOUVELLES AOÛT 2002

► BONNES NOUVELLES SEPTEMBRE 2002

► BONNES NOUVELLES JUILLET 2002

► BONNES NOUVELLES JUILLET 2002

► BONNES NOUVELLES JUIN 2002

► BONNES NOUVELLES MAI 2002

► LES BONNES NOUVELLES D'AVRIL 2002

► AMNESTY INTERNATIONAL SALUE LA LIBÉRATION DU PLUS ANCIEN DES PRISONNIERS D'OPINION TIBÉTAINS

► BONNES NOUVELLES FÉVRIER 2002

► BONNES NOUVELLES MARS 2002

► BONNES NOUVELLES JANVIER 2002

► USA : ALEXANDER WILLIAMS NE SERA PAS EXÉCUTÉ !

► THOMAS MILLER-EL : LA COUR SUPRÊME FÉDÉRALE ACCEPTE DE REVOIR SON CAS

► HUIT PERSONNES LIBÉRÉES !

► UN MÉDECIN HORS DE DANGER !

► DES JEUNES CONDAMNÉS À MORT GRACIÉS.



Pour nous contacter:
Amnesty > Rue Berckmans, 9 >
1060 > Bruxelles
+32 (0)2 538 81 77
Vous pouvez aussi nous envoyer un mail:

Votre message:



Nous organisons régulièrement des actions rapides, liées à l'actualité. Pour ce faire, nous communiquons par email. Pour participer à ces actions, laissez-nous votre e-mail ci-dessous. Vous recevrez alors automatiquement nos propositions



SUR LE WEB

► Les bonnes nouvelles pour les jeunes (et les autres)

■ LIENS UTILES

Vous trouverez ici des tas de liens utiles pour rechercher l'information qui vous manque. Il va de soi que le contenu de ces sites n'engage en aucune manière Amnesty International...

■ LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ

■ TEXTES INTERNATIONAUX

■ VISAGES DU MONDE

Merci à EDB-Diboo- Site réalisé avec SPIP

SN



AmnestyInternational

REJOIGNEZ AMNESTY

Amnesty International



L'espace Infos

SOUTENIR AMNESTY

ACTIONS EN COURS

BONNES NOUVELLES

COMMUNIQUÉS ET
PUBLICATIONS D'AMNESTY
INTERNATIONAL

CONNAÎTRE AMNESTY

CONTACTS ET GROUPES
LOCAUX

DÉBATS ET TÉMOIGNAGES

DROIT D'ASILE

ÉCONOMIE ET DROITS
HUMAINS

FEMMES

FORUM

HOMOSEXUALITÉS ET DROITS
HUMAINSINFORMATIONS AUX
DONATEURS

JOBS

L'ESPACE ENSEIGNANTS

L'ESPACE PAYS

LIBERTAD

LIBERTÉS !

LIENS UTILES

LUTTER CONTRE L'IMPUNITÉ

TEXTES INTERNATIONAUX

VISAGES DU MONDE



RECHERCHE

VOUS ÊTES ICI > INFORMATIONS AUX DONATEURS > LES COMPTES

LES COMPTES EN 2001



[IMPRIMER]



[RECHERCHE PAR THEMES]

Dernière modification le : 13 août 2002

2.001 marque un tournant positif dans l'histoire de nos comptes. En effet, les montants affectés à la recherche sont en nette augmentation et représentent désormais plus du quart de notre budget annuel. Nous avons, grâce à une gestion prudente, dégagé des ressources nous permettant de pourvoir aux nouveaux axes de développement du mouvement, dont le travail s'articule désormais également sur la défense de personnes subissant des discriminations en matière de droits sociaux et économiques. Notre effort pour renforcer la recherche au niveau international se poursuit aussi concrètement grâce à la cellule recherche sur les Grands Lacs installée au sein même de notre structure. Nous voulons renforcer cette structure en cette année 2002 grâce à un programme de formations destiné essentiellement aux membres de nos groupes qui ont en charge le dossier de victimes ou aux personnes qui suivent plus particulièrement l'actualité pays par pays. Le nombre croissant de nos membres - quelque 25.000 en décembre 2001 - et par incidence, leurs contributions, nous permettent d'établir à la fois à une diversification de nos actions mais aussi l'approfondissement de celles-ci. Désormais, il nous sera possible de mener des campagnes permanentes notamment sur la torture, sur les discriminations ... et d'atteindre des objectifs programmés dans le temps. En 2001 encore, deux membres de notre personnel se sont rendus en mission, l'un en République Démocratique Congolaise, l'autre en Israël et dans les Territoires occupés. Suite aux événements survenus le 11 septembre, d'importantes actions de sensibilisation ont été menées par le secteur jeunesse dans les écoles afin de nourrir les débats et dépassionner le climat du moment. Comme toujours les victimes des droits humains étaient au centre de nos préoccupations ; nous avons d'ailleurs pu accueillir en Belgique, Mme Jeanine Bouchez, l'une des personnes pour laquelle nous vous avons demandé d'intervenir. Elle bénéficie désormais du statut de réfugiée politique. Au nombre des visites et des tournées effectuées grâce au travail du programme femme, celle de l'avocate Me Radhia Nasraoui qui lors de son passage a pu rencontrer des hommes politiques et la presse pour dénoncer les nombreuses exactions en Tunisie. Comme toujours, nous vous devons aussi les libérations de centaines de nos partenaires dont nous nous sommes faits l'écho pour certains dans vos "Amnesty en Action"... Tout cela rendu possible grâce à votre indéfectible soutien. Merci une fois encore de votre générosité.

Charges : 2.618.526 euros

* Recherche : 27,62% ---- 723.107,05 Le montant est directement versé à Londres, notre centre nerveux. Une équipe de 300 personnes y travaille en connexion directe avec les pays et personnes pour lesquels Amnesty intervient.

* Actions : 35,10 % ---- 918.996,82 Ce département se subdivise en plusieurs secteurs d'activités :

- *Communication* : (16,19%) ---- 424.033,64 Ce poste comprend diverses revues d'information et outils audio-visuels à destination du public, des jeunes et de nos membres : "Libertés" !, journaux de liaison des réseaux, matériel d'animation,... . Ce secteur est aussi à l'initiative des conférences de presse à destination des media.

- *Campagnes et actions* : (9,73%) ---- 254.795,79 En 2001, la campagne mondiale contre la Torture et la lutte contre l'impunité se sont poursuivies. Le 40^{ème} anniversaire de l'existence d'Amnesty International fut aussi l'occasion de faire le point sur les avancées sensibles en matière de droits humains, tandis que la présidence de l'Union européenne par la Belgique, nous permettait de poser des balises plus pointues en matière de politique d'accueil des réfugiés. Des publics aussi divers que les hommes politiques, les instances internationales, les journalistes, les sympathisants d'Amnesty, les jeunes en milieu scolaire, ... sont touchés par ces campagnes et de nombreuses initiatives particulières y voient le jour.

- *Groupes locaux* : (7,29%) ---- 190.761,79 ils prennent en charge les dossiers

[[Autres articles sur le sujet](#)]

d'adoption de prisonniers et promeuvent des actions locales d'information et de sensibilisation aux droits humains.

- *Aides directes* : (1,89%) ---- 49.405,59 Il s'agit d'une part de venir en aide aux victimes et d'autre part de prévenir des situations dramatiques, notamment par un soutien aux défenseurs locaux des droits humains.

* **Donateurs et membres** : 16,02 % ---- 419.403,51 Un trimestriel vous informe régulièrement de nos campagnes en cours, des actions et des cas dont nous nous occupons. Par ailleurs, nous avons engagé plus de 50 personnes à raison d'un mois chacune pour aller à la rencontre du public - une méthode de dialogue direct en quelque sorte - qui a permis à quelque 7.000 nouveaux membres de nous rejoindre.

* **Matériel de promotion** : 12,85% ---- 336.371,95 Ces dépenses financent également nos publications (rapport annuel et pays) ainsi que les bougies et les objets vendus au profit d'Amnesty International. Nous avons accru le réseau des ventes grâce à du personnel rémunéré qui coordonnait la vente de nouveaux bénévoles sur Bruxelles et Wallonie. * **Administration** : 8,43% ---- 220.646,67 frais de courrier, de téléphone, équipements, amortissements ...

Produits : 2.618.526 euros

* **Action et communication** : 0.79 % ----20.714

* **cotisations de membres** 13.06% 341.879

* **Bougies et produits divers** 19,09% 499.906

* **Collecte de Fonds** 48,97% 1.282.303

* **Subsides** 16,97 % 444.268

* **Divers** 1,12 % 29.445

Subsides : une partie est en réalité composée de financements d'emplois dans le cadre de programmes de résorption de chômage (FBI, ACS ...), l'emploi d'ALE, ou la subsidiation par un partenaire privé d'un poste de travail à mi-temps pour le secteur femmes

PS : Les frais par postes représentés ici incluent les frais de personnel affectés à ces postes. Si vous le souhaitez, vous pouvez en prendre connaissance sur simple demande. Nos comptes ont également fait l'objet d'un contrôle par le commissaire aux comptes, élu par notre assemblée générale, et indépendant du Conseil d'Administration..

Répondre à cet article

.....

Popularité

Cet article a une popularité absolue égale à 2, soit 8 % de 15. Au total, ce site fait environ 1027 visites par jour.

NÉPAL : Les atteintes aux droits humains ont atteint une ampleur sans précédent | VÉNÉZUÉLA : Pas de solution à la crise sans respect des droits humains | Côte d'Ivoire : Une mission d'Amnesty International dans le nord du pays | MADAGASCAR : Il est temps de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur les atteintes aux droits humains | FÉDÉRATION DE RUSSIE : Grigori Pasko doit être libéré immédiatement. Amnesty International exige l'acquittement et la libération sans délai du journaliste et militant écologiste | PRIX MARTIN ENNALS : Un défenseur des droits humains colombien remporte la 10e édition du prix le plus prestigieux du mouvement de défense des droits fondamentaux | AFRIQUE AUSTRALE : Les femmes et les jeunes filles toujours confrontées à la discrimination et à la violence | INDE : Dix ans après les émeutes de Mumbai, l'impunité est-elle la leçon que le Gujarat doit retenir ? | EGYPTE : Les défenseurs des droits humains doivent être libérés | IRAK : Le dossier du gouvernement britannique sur les atteintes aux droits humains

>

Merci àEDB-Diboo- Site réaliséavec SPIP

SN